



REPUBLIQUE DU NIGER

**INITIATIVE DE REHABILITATION ET DE DEVELOPPEMENT
AGRICOLE ET RURAL - RENFORCEMENT DES CAPACITES
INSTITUTIONNELLES
(IRDAR-RCI) PROGRAMME D'APPUI COMMUNAUTAIRE**

RAPPORT DE SUPERVISION

4 au 15 juin 2012

NUMÉRO DU PRÊT	762-NE
NUMÉRO DU DON	DSF 8024-NE
NUMÉRO DU PROJET	1443
NUMÉRO DU RAPPORT	2694-NE

Listes des abréviations

ADL	Assistant au Développement Local
AGR	Activités Génératrices de Revenu
BC	Banque Céréalière
BIA	Banque d’Intrants Agricoles
BIZ	Banque d’Intrants Zootechniques
BM	Banque Mondiale
CDAP	Comité Départemental d’Approbation de Projets
CNC	Cellule Nationale de Coordination
COGES	Comités de Gestion
CRC	Cellule Régionale de Coordination
CS	Compte Spécial
DAO	Dossier d’Appel d’Offre
DMP	Dossier de Microprojet
DPD	Disposition de Paiement Direct
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DTF	Demande de Transfert de Fonds
ECD	Etat Certifié de Dépenses
FIL	Fonds d’Investissement Local
GC	Génie Civil
GR	Génie Rural
GRN/GDT	Gestion des Ressources Naturelles, Gestion Durable des Terres
IRDAR-RCI	Projet Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et Rural- Renforcement des Capacités Institutionnelles
ISE	Infrastructures socio-économiques
MP	Micro-projet
PAC2	Programme d’Appui Communautaire Phase 2
PAI	Plan Annuel d’Investissement
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PPILDA	Projet de Développement de l’Initiative Locale dans la région d’Aguié
PASADEM	Projet d’Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi
PUSADER	Programme d’Urgence, de Sécurité Alimentaire et de Développement Rural dans la région de Maradi
PDC	Plan de Développement Communal
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
Stratégie 3 N	Stratégie Les Nigériens Nourrissent les Nigériens
SIG	Système d’Information Géographique

RÉPUBLIQUE DU NIGER**INITIATIVE DE RÉHABILITATION ET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL
- RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES (IRDAR-RCI)****Prêt: 762-NE et Don: DSF 8024-NE**

Mission de supervision: du 4 au 15 juin 2012

Aide-mémoire

I. INTRODUCTION¹

1. La 6^e mission de supervision du PAC2 sur financement du FIDA a séjourné au Niger du 4 au 15 juin 2012. Le premier jour, l'équipe a rencontré le Directeur Général de la Planification au Ministère du Plan, M. Boubacar Sanda en présence du Conseiller Technique du Ministère de l'Agriculture, M. Bashir Ousseibi et a rendu visite au Haut-Commissariat des 3N. L'équipe s'est, ensuite, rendue dans la région de Maradi pour effectuer le travail de terrain.

2. A Maradi, la mission de supervision a rencontré les autorités administratives, et notamment, M. Moussa Ibrahim, Secrétaire Général du Gouvernorat de Maradi. M. Sidi Mahamane Koutayé, Secrétaire Général Adjoint du Gouvernorat a conduit la mission de terrain. L'équipe de Maradi accompagnée du 1^{er} Vice-Président du Conseil Régional, M. Maman Siraji, a visité les communes de Sarkin Haoussa et Guidan Amoumoun, dans le département de Mayahi, les communes de Baoudeta et Koona dans le département de Tessaoua et les communes de Korahane et Birnine Lalle dans le département de Dakoro. La mission de supervision s'est rendue sur le terrain pour apprécier de visu les réalisations du projet: (i) un élevage reproducteur caprin dans la commune de Sarkin Haoussa, (ii) une maternité dans la commune de Guidan Amoumoune, (iii) une Banque céréalière et une unité d'extraction d'huile d'arachide, respectivement dans les communes de Baoudeta et Koona, (iv) une mini adduction d'Eau potable dans la commune de Korahane et un centre d'alphabétisation à Birnine Lalle. L'équipe a conduit des entretiens avec les bénéficiaires et les receveurs des communes visitées ainsi qu'avec la Cellule Régionale de Coordination (Coordinateur, ADL, Spécialiste de S/E).

3. Il s'agit d'une mission de supervision conjointe réalisée en collaboration avec la Banque Mondiale. Deux équipes de la Banque Mondiale ont réalisé des visites de terrain dans les régions de Dosso et Tahoua. L'équipe de supervision du FIDA, après la visite de terrain à Maradi, a participé à l'atelier de synthèse des résultats des missions de terrain, réunissant les 3 équipes qui a eu lieu à Tahoua. De retour à Niamey, l'équipe a rédigé un aide-mémoire conjoint avec la Banque mondiale, dont elle a restitué le contenu, dans un premier temps, aux partenaires techniques et financiers et, ensuite, à la partie gouvernementale. L'équipe de supervision a été reçue en fin de mission par le Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, M. Idrissa Chipkao et par M. Yacoubou Mamane Sani, Secrétaire Général du Ministère du Plan par intérim, pour leur faire part des principales conclusions de la mission.

4. La situation de crise perdure au Niger après la mauvaise récolte de la campagne passée. Les premières pluies sont apparues bien que de manière inégale dans les différents départements visités. La variabilité climatique engendre des changements dans les pratiques agricoles; pour minimiser le risque inhérent à l'irrégularité de la pluviométrie, les agriculteurs sèment en même temps le mil et le Niébé alors que dans

¹ La mission était composée de Mme Rym Ben Zid, Chef de mission et Agroéconomiste à TCIA, Mme Oumou Wane Toure, Consultante, Expert en Gestion Financière, de Ms Ousseini Bakabe et de la partie gouvernementale (Ministère de l'Agriculture et Ministère du Plan), de Ms Mohamed Assadeck, Coordonnateur National du PAC2, de la Cellule Nationale de Coordination et de M. Issa Saadou, Coordinateur de la Cellule Régionale de Maradi (lors de la visite de terrain).

les systèmes de culture pratiqués dans le passé, le niébé était semé quelques semaines après le Mil. La situation de crise se traduit par des déficits céréaliers et fourragers aigus. Les effets de la crise sont: (i) des symptômes d'insécurité alimentaire avérés dans tous les villages visités dont une malnutrition aigüe des enfants et, (ii) l'élevage est menacé par le manque de fourrages et de pâturage et l'incapacité des éleveurs d'acheter des compléments d'aliment. Le niveau de mobilisation des autorités nationales et régionales pour répondre à la crise est élevé et il existe en même temps une réelle volonté de relever les défis du développement.

II. ÉVALUATION D'ENSEMBLE DE L'EXÉCUTION DU PROJET

Description du projet

5. L'objectif de développement du projet est d'améliorer les capacités des communes à concevoir et à mettre en œuvre, de façon participative, des Plans de Développement Communaux (PDC) et des Plans Annuels d'Investissements (PAI) dans le but d'améliorer les conditions de vie en milieu rural, sa durée est de 4 ans et son coût total de 61,54 millions USD dont 16 millions USD financés par le FIDA (8 millions de don USD de don et 8 millions USD de prêt).

6. La composante Renforcement des capacités (composante A) a pour objectifs de renforcer (i) les capacités des communes et des communautés en matière de gestion communale et planification intégrée de gestion et de suivi de leur propre programme et, (ii) le cadre institutionnel et juridique du développement local et communautaire. Elle comprend deux sous composantes: (i) la sous composante A1 ou le renforcement des capacités des communes et, (ii) la sous composante A2 ou le renforcement du cadre institutionnel et juridique du développement local et communautaire.

7. La composante Fonds d'Investissement Local (Composante B) porte sur un mécanisme de financement qui canaliser les subventions vers les communes et les communautés de base pour leur permettre de financer des Infrastructures socio-économiques, des activités génératrices de revenu et des actions de Gestion des Ressources Naturelles.

8. La Coordination et la gestion du projet (Composante C). Cette composante a pour objectif la coordination générale, la gestion administrative fiduciaire, le suivi et l'évaluation du projet.

Etat de la mise en œuvre des recommandations de la 5ème mission de supervision

9. Les recommandations de dernière mission de supervision comme l'augmentation du taux de décaissement au travers du plan accéléré de décaissement, l'identification et la préparation de dossiers pour l'aménagement d'infrastructures structurantes et la sensibilisation des communes dans le but de mettre en œuvre des activités communes (intercommunalité) ont été mises en œuvre, partiellement, notamment, en ce qui concerne l'intercommunalité: 6 tronçons de pistes ont été identifiés et la CRC est à l'étape de sélection des prestataires pour les études de faisabilité technique. Seules ces études seront réalisées compte tenu du temps disponible avant la clôture du projet en mars 2014 (Financement FIDA). Il est prévu de financer les études d'aménagement des pistes par un DPD compte tenu que les communes concernées ont donné la priorité à la mise en œuvre de microprojets individuels et que le cadre réglementaire de mise en œuvre de projets intercommunaux n'existe pas encore.

Avancement global de la mise en œuvre du projet

Appréciation globale de la stratégie et du cadre institutionnel de mise en œuvre du projet

10. La zone d'intervention du projet est très étendue par rapport aux moyens humains disponibles: cela entraîne des coûts de supervision élevés. Dans la région de Maradi, la CRC couvre 47 communes dont certaines très éloignées de Maradi avec les mêmes moyens humains que les autres CRC qui, elles, couvrent un nombre de communes limitées.

11. La stratégie globale de mise en œuvre du projet se base sur l'approche à la demande pour le mise en œuvre de la composante B (Fonds d'Investissement Local) qui représente 70% du budget du projet. Le cycle de préparation des microprojets (MP) va du dépôt des dossiers de microprojets par les communes, à la sélection des microprojets par les Comité Départemental d'Approbation des Projets (CDAP), la contractualisation par les mairies de prestataires de services, l'acquisition des équipements ou animaux et l'exécution des travaux. Cette approche consomme du temps, notamment car les demandes sont éparpillées et fragmentées. L'équipe du projet essaie d'avoir une masse critique de projets à présenter au CDAP. Les communes lancent de petits projets à la mesure de leurs capacités.

12. L'Unité de Gestion de projet a changé de stratégie de partenariat. Au lieu de reconduire un grand nombre de conventions avec les partenaires pour la mise en œuvre des activités relatives à la composante A, l'équipe a identifié des axes de partenariat et établi un contrat de performance global avec les partenaires concernés devant fournir des services dans ce cadre. Cela a contribué à améliorer l'efficacité de la mise en œuvre du projet, notamment, en diminuant les ressources allouées à la gestion des conventions.

13. Un grand nombre de MP d'Infrastructures socioéconomiques (ISE) ont été réalisées lors du 1^{er} semestre 2012, notamment par la volonté du projet d'augmenter le décaissement par la résorption des retards dans le traitement des demandes de MP d'ISE déposées en 2009-2010, dus aux changements politiques. Il en résulte que la majorité des MP en cours d'exécution sont des MP d'ISE.

14. Il y a constitution d'une masse critique de dossiers de microprojets avant d'organiser un CDAP. Ce dernier est constitué de représentants de tous les Ministères présents au niveau départemental. Les dossiers de MP (DMP) sont soumis aux membres du CDAP une semaine uniquement avant la réunion et sont traités en une journée à l'instar du dernier CDAP réuni dans le Département de Tessaoua, où les membres ont passé en revue 40 MP.

15. L'intégration des microprojets est satisfaisante au niveau des communes visitées puisque chaque commune présente 2 à 3 microprojets mais elle ne l'est pas au niveau des villages: en effet, au niveau de la commune, quelques villages bénéficient d'un microprojet, au plus de deux microprojets, sans que la complémentarité entre ces deux microprojets soit assurée; cela limite l'expression des effets du projet.

Cohérence de la stratégie de la mise en œuvre du projet avec les politiques nationales telles que la stratégie 3N

16. La stratégie 3N a été formulée et adoptée. Elle comprend 5 axes principaux qui sont: (i) l'accroissement et la diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques, (ii) la valorisation et la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux, (iii) l'amélioration de la résilience des nigériens face aux crises alimentaires et aux catastrophes, (iv) l'amélioration de l'état nutritionnel des nigériens et, (v) la création d'un environnement favorable à la sécurité alimentaire et au développement agricole durable. La prochaine étape est celle de l'opérationnalisation de cette stratégie. L'un des principes de base d'opérationnalisation de la stratégie 3N, rejoignant celui du

PAC2, est d'adopter la commune comme maître d'ouvrage des projets/programmes à mettre en œuvre. De ce fait, le PAC2 et les générations futures du projet PAC² seront les premiers programmes alignés à la stratégie 3N. Cependant, dans un souci de durabilité, le Haut-Commissariat 3N mène une réflexion sur les mécanismes à mettre en place pour opérationnaliser la stratégie de manière durable. Ces mécanismes peuvent s'inspirer du montage institutionnel du PAC et des modalités de mise en œuvre adoptées jusque-là: (i) microprojets/projets élaborés au niveau des communes, (ii) contrôle de qualité des projets et sélection des projets à financer par les CDAP, (iii) appui technique pour l'identification et la mise en œuvre des projets par les agents techniques/développement basés au niveau des communes et, (iv) financement des projets à partir d'un fonds constitué. Il faudrait identifier à un niveau ou à un autre (département, région), un ordonnateur de mise en œuvre de ces microprojets ou projets. Ces mécanismes seraient les prémices de l'approche programme et appelleraient à des modalités de financement, par les partenaires extérieurs, autres que par l'approche projet.

17. Le PAC2 s'aligne à la stratégie 3 N à deux niveaux: (i) en s'insérant, respectivement, dans les axes 1, 2 et 3, Accroissement et la diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutique, Valorisation et la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux et Amélioration de la résilience des nigériens face aux crises alimentaires et aux catastrophes par l'appui apporté au développement de l'élevage (Reconstitution du Cheptel...), à différents maillons de la chaîne de valeurs (Abattoirs, Marché), et par la contribution au programme d'urgence et à l'insertion des réfugiés de Lybie et de Côte d'Ivoire et, (ii) par le fait que le point d'entrée pour la mise en œuvre des projets/microprojets de développement se fait par les communes dans le but de rendre le processus de décentralisation effectif.

Analyse de la situation de l'évolution de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

18. Après la migration des populations vers les villes en octobre-novembre 2011 à la recherche d'opportunités d'emploi, ces mêmes populations, retournent, actuellement dans leur village, pour la préparation de la campagne prochaine. Les hommes resteront sur place jusqu'à assurer l'opération de sarclage des cultures, qui est très exigeante en main d'œuvre et fondamentale pour assurer un niveau de rendement acceptable lors de la prochaine récolte. L'installation de Banques Céréalières par le PAC2 contribue à couvrir les besoins des familles, bien que de manière limitée, jusqu'à la période de sarclage.

Evaluation des approches, des instruments et des activités mis en œuvre par le projet pour répondre aux objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables

19. La contribution du programme d'appui communautaire au programme d'urgence national est: (i) respectivement, 12, 10 et 20 BIA, BC, BIZ, (ii) 37 ha de sites maraîchers (soit 6 MP), (iii) 3 255 têtes ovins et caprins (soit 9 MP) et (iv) 209 ha de récupération de terres (2 sites soit 2 MP) pour un coût total de 484 873 001 de FCFA (septembre 2011-fin mai 2012).

Le tableau 1 récapitule la contribution du FIDA, des bénéficiaires et du PAM³ au programme d'urgence pour la période de septembre 2011 à mai 2012. Le tableau 2 présente l'état d'avancement de l'exécution des MP inscrits dans le PTBA 2012 et contribuant au programme d'urgence.

² Dont le PAC3 qui est en cours d'identification par la Banque Mondiale.

³ Programme alimentaire mondial.

Tableau 1: Répartition de la contribution passée du FIDA, du PAM et des bénéficiaires au programme d'urgence

Désignation	Unité	Quantité	Montant FIDA	Montant PAM	Montant bénéficiaire	Total
Volet cultures irriguées	Aménagements (Ha)	37	140,228,135		24,986,034	165,214,169
	Banque d'intrants agricoles	12	57,093,941		13,930,097	71,024,038
Volet sécurité alimentaire	Banque céréalières	10	24,731,216	23,250,000	5,000,000	52,981,216
Volet élevage	Têtes	0	116,622,348		29,155,087	145,777,435
	Banques d'Intrants Zootechniques	20	111,681,249		26,647,244	138,328,493
Volet récupération de terres	GDT (Ha)	209	34,516,112		2,046,825	36,562,937
TOTAL GENERAL			484,873,001	23,250,000	101,765,287	609,888,288

Source: CRC Maradi, juin 2012

20. Ce sont des microprojets productifs rentables dans l'immédiat et dont les effets sont à court terme qui ont été réalisés dans le cadre de la contribution du projet au programme d'urgence. Ainsi, les microprojets de Gestion Durable des terres mettent à la disposition des populations des liquidités; les Banques d'Intrants Zootechniques contribuent à combler le déficit fourrager et limitent une décapitalisation massive du cheptel; les Banques d'Intrants agricoles permettent de mettre à la disposition des communautés des semences assurant la reprise de l'activité agricole; les aménagements permettent de cultiver des espèces maraichères dont le cycle de production est court afin de procurer un revenu monétaire dans le court terme.

Tableau 2: Etat d'avancement de l'exécution des MP inscrits dans le PTBA 2012 contribuant au programme d'urgence

Type de MP	Nbre MP PTBA 2012	Nbre MP prévus 1er semestre 2012	Nbre MP réalisés 1er semestre 2012	Etat d'avancement des MP prévus au 1er semestre 2012 et non financés
AGR	24	14	11	Stade DTF (En DPD)
GRN/GDT	5	4	2	Stade DTF (En DPD)
Total	29	18	13	

Source: CRC Maradi, juin 2012

Synergies existantes et potentielles avec les autres programmes cofinancés par le FIDA (PPILDA, PASADEM, RUWAMU et PUSADER)

21. Il existe des synergies avec le PUSADER bien que le PAC2 et le PUSADER aient été formulés dans des contextes différents. Le PUSADER a été formulé dans un contexte d'urgence suite à la crise alimentaire de 2009-2010 tandis que le FIDA a accepté de contribuer au financement du projet PAC, déjà, formulé au préalable par la Banque Mondiale (BM). Les différences majeures qui existent entre les deux projets en termes de ciblage est: (i) dans le cas du PUSADER, le choix des régions, départements et des communes à cibler s'est basé sur les informations fournies par le SAP/GR compte tenu du caractère d'urgence du projet. L'équipe du projet a, ensuite, en collaboration avec les autorités choisi les villages et les ménages les plus vulnérables et, (ii) le FIDA a choisi de mettre en œuvre le PAC2 à Maradi et d'intervenir dans toutes les communes tout en adoptant une approche à la demande mais en veillant à ce que la sélection des bénéficiaires au sein des villages concernés soit participative.

22. Les complémentarités du PAC et du PUSADER résident dans: (i) les activités de petite irrigation dans la région de Maradi inscrites dans le PAC2 ont été exécutées par le PUSADER, (ii) les deux projets ont veillé à créer les Banques de Céréales dans des villages différents, (iii) les activités de reconstitution de cheptel ont été également

réalisées dans des sites différents et, (iv) les deux projets ont veillé à choisir des sites différents pour la récupération des terres.

23. Il existe, cependant, des différences majeures en termes de stratégie de mise en œuvre: (i) dans le cas du PAC2, ce sont les communes qui ont la maîtrise d'ouvrage tandis que pour le PUSADER c'est l'Unité du Projet qui est responsable de la passation des marchés et, (ii) les modalités de gestion des activités sont différentes (dans le cas du PUSADER, les Banques céréalières sont gérées par des femmes).

24. Il existe, également, des synergies entre le PPILDA et le PAC2 dans la région de Maradi. D'une manière générale, le PAC2 est peu intervenu dans la zone d'intervention du PPILDA qui est circonscrite aux quatre communes du département d'Aguié. Le PAC2 est un projet multisectoriel faisant intervenir plusieurs Ministères sectoriels tandis que le PPILDA et le PUSADER ont pour objectif le développement de l'activité agricole dans leur zone d'intervention. Le PPILDA a privilégié le partenariat avec les producteurs, d'une part dans le but de vulgariser les innovations et techniques par le biais d'échanges de paysan à paysan et en mettant en place un système de Suivi-Evaluation participatif. Des conventions ont été établies avec les services techniques pour le renforcement des capacités des bénéficiaires pour développer les activités du projet.

25. Il existe cependant des différences entre le PPILDA et le PAC2: (i) dans le PAC2, c'est la commune qui est le maître d'ouvrage, notamment, dans le cas des infrastructures socioéconomiques et la maîtrise d'ouvrage est transférée aux communautés pour les AGR tandis que dans le cas du PPILDA, la maîtrise d'ouvrage revient aux promoteurs (groupements de femmes ou de jeunes, Coopératives, OP) et le rôle de la mairie est d'avaliser le MP une fois présenté au projet. Cependant, le PPILDA, proche de la date de clôture, cherche à s'aligner aux procédures du PAC2 dans ce domaine et ainsi une stratégie de passation de la maîtrise d'ouvrage aux communes est en cours d'élaboration et devrait être appliquée pour les derniers microprojets à réaliser, et (ii) contrairement, au PAC2, dans lequel c'est la commune qui finance l'exécution des MP et effectue la passation des marchés et apporte sa contrepartie financière et celle des communautés, le financement des MP ou activités sont effectués, directement par le projet, dans le cas du PPILDA et du PUSADER et les opérations de passation des marchés sont réalisées par le projet.

26. Le partenariat entre les trois projets (PAC2, PUSADER et PPILDA) porte sur:

- (i) l'harmonisation du système de suivi-évaluation des projets Un consultant a été recruté à cet effet,
- (ii) l'adoption des procédures du PAC2 en termes de gestion administrative et financière et dans l'élaboration des microprojets par les deux autres projets. Ainsi, l'équipe du PPILDA a été initiée par l'équipe du PAC2 à l'utilisation du logiciel pour la préparation des DRF. Les Coordonnateurs National et régional du PAC2 sont aussi les coordonnateurs du PUSADER ce qui facilite la coopération entre les projets,
- (iii) une stratégie de communication commune a été développée pour le PAC2, PUSADER et PPILDA. Des brochures et posters ont été réalisés et un film présentant les résultats des trois projets produit suite à la mission de visite des réalisations par les parlementaires qui a eu lieu récemment,
- (iv) dans le cadre de l'appui au développement des cultures maraîchères, le PPILDA et le PUSADER, de manière concertée et complémentaire, sont intervenus dans deux zones différentes,
- (v) les deux projets ont mené des actions techniques de nature complémentaire; le PPILDA a équipé des forages de niveau statique de 15 à 20 mètres tandis que le PUSADER a équipé des forages de 8 à 10 m dans le but d'assurer une certaine complémentarité,

- (vi) beaucoup d'activités intégrées dans le Plan de Développement Communal et éligibles au PPILDA proviennent des Plans d'Investissements Annuels établis dans le cadre du PAC2 et,
- (vii) le PPILDA utilise le CDAP au même titre que le PAC2 pour approuver les microprojets à financer.

27. Conclusion. En ce qui concerne le Suivi-Evaluation, des efforts sont consentis pour arriver à évaluer les effets/impacts du programme du FIDA au Niger avec les mêmes outils et indicateurs. Les autres projets gagneraient à utiliser l'expérience accumulée du PPILDA en termes de ciblage. L'opérationnalisation de la stratégie commune de communication est en cours et les trois projets ont recrutés conjointement un consultant en communication. Les actions communes en cours des trois projets portent: (i) sur l'élaboration d'un système d'information géographique (SIG) commun qui permettra de localiser les réalisations des trois projets et sera un outil d'aide à la décision à utiliser par le FIDA dans la gestion de son portefeuille au Niger et, (ii) la réalisation d'une étude dont l'objectif serait la connaissance du potentiel global d'irrigation au Niger, qui pourrait apporter des éléments d'information à tous les projets.

28. Quatre types de complémentarités/synergies entre projets sont à privilégier dans la mise en œuvre du programme global du FIDA au Niger: (i) établir des complémentarités entre zone d'intervention et entre actions techniques, (ii) utiliser les mêmes approches en termes de ciblage, (iii) utiliser les mêmes procédures administratives et financières, (iv) choisir le même niveau en termes de maîtrise d'ouvrage et, (v) mettre en œuvre un système de Suivi-Evaluation des actions/activités renseignant les mêmes indicateurs.

III. AVANCEMENT DE L'EXÉCUTION DU PROJET (PAR COMPOSANTE) ET EXÉCUTION DU PTBA (CONTRAINTES)

Renforcement des capacités

29. Les résultats présentés dans cette section du rapport portent uniquement sur la sous-composante A1 qui a trait au « *renforcement des capacités des communes et des communautés* ». Il convient de rappeler que la sous-composante A2 relative au « *renforcement du cadre institutionnel et juridique du développement local et communautaire* » est exécutée par les institutions nationales, avec un degré d'implication relativement faible des CRC et CNC.

Le tableau 3 présente les formations réalisées à ce jour au bénéfice des acteurs communaux dans la région de Maradi.

Tableau 3: Formations réalisées à ce jour au bénéfice des acteurs communaux dans la région de Maradi

Thématiques	Maradi
Principes d'intervention du PAC	188
Rôle du Conseil communal	
Accès au FIL, modalités de décaissement	188
Suivi et évaluation local: concepts outils et mécanismes	47
Passation des marchés	150
Mesures de sauvegardes environnementales et sociales	0
Vie associative	540
Gestion des ressources humaines et matérielles	41
Gestion de microprojets	?
Tenue des documents de gestion par les COGES	180
Auto-évaluation communale	?
Alphabétisation	1480
Totaux	

Source: CRC Maradi, 2012

30. Les activités sont prévues dans le PTBA 2012 au titre de la composante A pour un montant global de 263 millions de FCFA. Les réalisations physiques au 31 mai 2012 dans le cadre de la mise en œuvre de la composante A sont: (i) la mise en place d'un dispositif d'appui conseil de proximité composé de 16 assistants en Développement local, (ii) le recrutement d'un consultant en Génie civil pour l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale, (iii) l'organisation de deux sessions du CDA, (iv) l'organisation d'une session de formation regroupant 42 Conseillers régionaux en élaboration de budget, (v) la mise en place et le renforcement d'un dispositif de suivi-évaluation dans 29 communes, (vi) la construction du siège de la CRC à Maradi et (vi) différents missions d'appui de la CRC aux communes. **Le taux d'exécution⁴ de la composante A dans le cadre du PTBA 2012, soit 24%, est, relativement bas. Au 31 mai 2012, le taux d'exécution du montant prévu pour le 1^{er} semestre 2012 soit 49% est, également, bas.**

31. Un certain nombre de formations sont réalisées par le niveau national et d'autres par la CRC (voir tableau 3). Compte tenu que les niveaux régionaux et départementaux ne sont pas impliqués dans les formations réalisées au niveau des communes par le niveau national sur les thèmes généraux tels que la Gestion Financière, la mobilisation des ressources internes et externes, il en résulte un manque de coordination dans la mise en œuvre de la composante A qui se traduit dans certains cas par le fait que la CRC n'est pas informée de toutes les activités de renforcement des capacités réalisées par les Ministères (niveau national) au niveau des communes. Le manque d'implication des Directions régionales et départementales dans la formation au niveau local limite l'efficacité de la mise en œuvre de la composante A, ainsi le nombre de personnels de mairie formés est limité compte tenu du nombre qu'il faudrait former pour optimiser les effets de cette composante. Cela explique en particulier le faible taux d'exécution de cette composante et le fait que la recommandation de la 5^{ème} mission de supervision de mieux cibler les personnes au sein des mairies susceptibles d'exécuter une tâche en relation avec la formation n'a pas été réalisée de manière satisfaisante.

32. La mission de supervision recommande: (i) d'impliquer de manière systématique les Directions Régionales dans la formation et, (ii) de former des formateurs à recruter dans les Directions Régionales ou Départementales. Ces formations seront réalisées par l'ENAA et les Ministères Centraux. Ces formateurs formeront, à leur tour, les personnels des communes. Cela permettra de démultiplier le nombre de personnels des communes formés et de former 2 à 3 agents de mairies, ce qui contribuera à renforcer les capacités des mairies de manière durable et réduira les effets négatifs de la mobilité des agents.

33. La mission a constaté que l'efficacité du CDAP est limitée compte tenu du nombre important de membres qui y siègent et de leur diversité: (i) les dossiers de MP sont soumis pour examen aux membres une semaine uniquement avant la réunion du CDAP et, (ii) le traitement de tous les dossiers est réalisé en une journée (jusqu'à 40 dans le cas de la commune de Tessaoua). Compte tenu du fait que les microprojets à réaliser durant l'année 2012 sont surtout des microprojets d'infrastructures socioéconomiques, **la mission recommande d'organiser au niveau des départements des CDAP sectoriels**; seuls les Directions des Ministères concernés par la nature des microprojets se réuniraient, ce qui faciliterait la mobilisation des membres du CDAP. Compte tenu du nombre de microprojets, il serait opportun de les fractionner et d'organiser leur examen en 2 ou 3 mini-CDAP successifs.

34. Les principales recommandations de la dernière mission de supervision en ce qui concerne la mise en œuvre de la composante A ont été partiellement réalisées. Les agents de développement permanents dans l'objectif de coordonner la mise en œuvre des microprojets ne sont pas encore en poste au niveau des communes. Cependant, 400 agents sont en cours de recrutement au niveau national et certains devraient être

⁴ Il s'agit des décaissements réels au 31 mai 2012 et des prévisions à décaisser d'ici au 30 juin 2012 par rapport au budget total de la CRC de Maradi pour toute l'année 2012.

affectés aux communes. **La mission recommande de continuer le plaidoyer auprès du Ministère de l'Agriculture pour l'affectation d'une partie de ces agents aux communes dans lesquelles intervient le PAC2, la priorité étant donnée aux communes qui disposent du plus grand nombre de microprojets dans la région de Maradi.**

35. La recommandation de la dernière mission de supervision portant sur l'appui à apporter aux communes pour élargir l'assiette fiscale en tenant compte des activités existantes et plus particulièrement la formation du receveur à la connaissance et l'utilisation du système fiscal existant n'a pas été réalisée mais le sera lors du 2^{ème} semestre 2012.

36. La recommandation de la mission de supervision portant sur la participation des agents techniques des communes à l'élaboration des PDC et des microprojets y compris les travaux de terrain a été partiellement réalisée. En effet dans les microprojets élaborés et mis en œuvre en 2011 et 2012, les agents techniques de mairies, et notamment, les agents de l'élevage, ont participé à la mise en œuvre des microprojets de reconstitution du Cheptel et plus particulièrement aux étapes de sélection des bénéficiaires et de suivi technique des microprojets comme c'est le cas dans la commune de Sarkin Haoussa. De la même manière, les services techniques départementaux sont associés à l'élaboration et au suivi de la réalisation des travaux des Infrastructures Socioéconomiques.

37. Suite à la recommandation de la 5^{ème} mission de supervision, une formation en stratégie de mobilisation des ressources internes et externes ainsi qu'une formation à l'élaboration et à la diffusion des comptes administratifs et de fin d'exercice ont été dispensées aux receveurs. **Cependant, des échanges inter communaux devraient être organisés pour identifier les bonnes pratiques en termes de mobilisation des ressources internes et externes, compte tenu du fait que les communes disposent de ressources et d'opportunités de mobilisation de ressources fiscales différentes.**

38. Compte tenu du fait que le projet PAC2 sur financement FIDA va être clôturé en mars 2014, **la mission recommande de former les receveurs et personnels des mairies à l'utilisation des procédures nationales.** Cela se justifie par le fait que ces procédures nationales sont en évolution constante et par le fait qu'elles seront utilisées par les communes après la fin du projet.

Mesures convenues	Responsabilité	Dates convenues
Organiser 2 ou 3 CDAP sectoriels au niveau des départements	CRC	Juin-Juillet 2012
Formation de formateurs, notamment, dans les thèmes généraux de gestion financière, passation de marché, reddition des comptes, comptabilité	Ministères (Points focaux), Directions Régionales et Départementales	Mars 2013
Plaidoyer pour la mise à disposition d'agents de développement au niveau des communes	CNC et CRC	Jusqu'à la fin du projet
Organiser des échanges intercommunaux pour identifier les bonnes pratiques en termes de mobilisation des ressources internes et externes	CNC, CRC	Décembre 2012
Former les receveurs et personnels des mairies à l'utilisation des procédures nationales	CNC et CRC et Ministères concernés	Juin 2013

Le Fonds d'investissement local

39. Le nombre de microprojets à réaliser, dans le cadre du PTBA 2012, s'élève à 104 dans la région de Maradi pour un montant global de 2,8 milliards de FCFA, environ. L'exécution de 33 microprojets dont 22 ISE (sur 39 prévus en 2012), 9 AGR (sur 15 prévues en 2012) et 2 GRN (sur 3 prévues en 2012) d'un montant global, d'environ, 806 480 100 FCFA, a été initiée durant le 1^{er} semestre 2012. Ces microprojets sont à des stades de traitement différents: dossiers élaborés, processus de passation de marché en cours, demande de transfert réalisée, travaux réceptionnés. Cela porte le nombre de microprojets réalisés ou en cours d'exécution de 2009 au 31 mai 2012 à 265 (voir le tableau 4). L'accent a été mis sur les ISE lors du 1^{er} semestre 2012. **Le taux d'exécution de la composante B dans le cadre du PTBA 2012 est de 61%⁵. Au 31 mai 2012, le taux d'exécution du montant prévu pour le 1^{er} semestre 2012 soit 49% est bas mais sera rehaussé au 30 juin 2012 grâce au décaissement des montants engagés.**

Le tableau 4 présente les réalisations physiques du PAC2 dans la région de Maradi.

Tableau 4: Réalisations physiques dans la région de Maradi à la date du 15 juin 2012

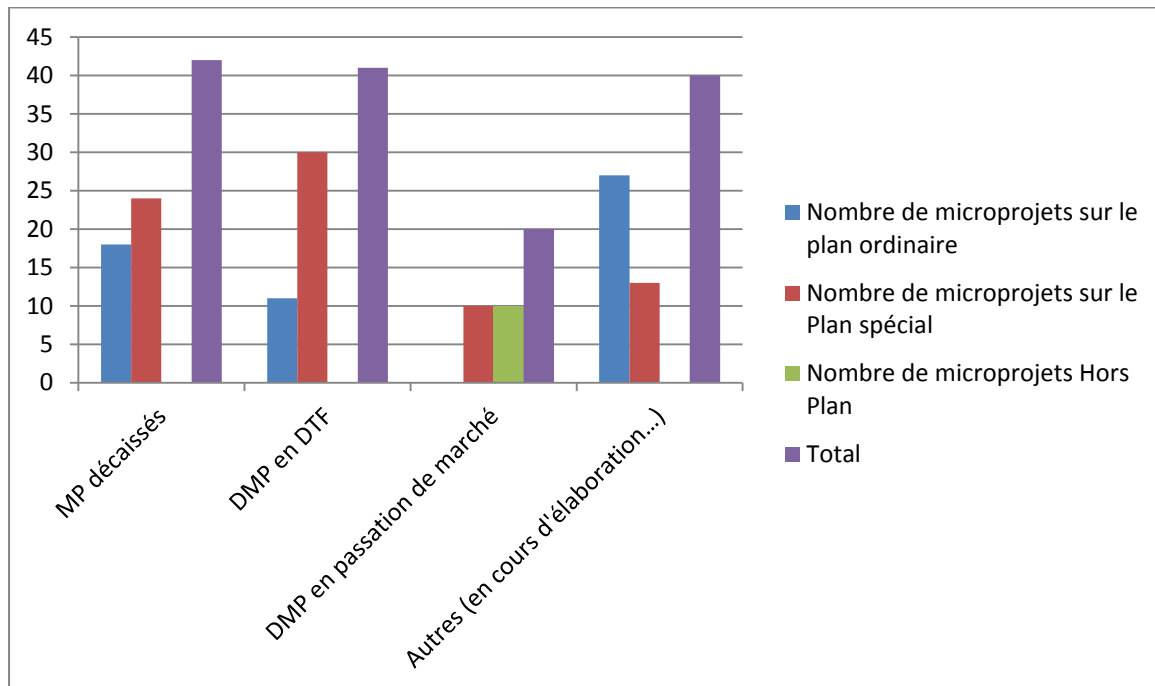
Type de microprojets	Nombre de microprojets réalisés en 2009	Nombre de microprojets réalisés en 2010	Nombre de microprojets réalisés en 2011	Nombre de microprojets réalisés au 31 mai 2012	Total
Infrastructures socioéconomiques	7	18	30	22	77
Activités génératrices de Revenu	24	72	63	9	168
Gestion des Ressources Naturelles	4	4	10	2	20
Total	35	94	103	33	265

Source: CRC de Maradi, juin 2012

40. Les figures 1 et 2 représentant le nombre de microprojets total exécutés dans le cadre du plan spécial et du plan ordinaire par la CRC de Maradi selon le stade d'avancement, respectivement, en novembre-décembre 2011 et en juin 2012: (i) microprojets décaissés, (ii) dossiers de microprojets en demande de transfert de fonds, (iii) DMP au stade de Passation des marchés et, (iv) et autres (Elaboration DMP et DAO, CDAP). En comparant les deux graphiques, il ressort que le nombre de microprojets dans la catégorie microprojets décaissés a doublé entre novembre-décembre 2011 et juin 2012 ce qui démontre l'efficacité du plan de décaissement accéléré mis en œuvre par le FIDA en octobre 2011. Cependant, il est à noter en examinant la figure 2 qu'un grand nombre de microprojets est encore au stade de préparation (Elaboration DMP et DAO, CDAP) soit 70 microprojets. **La mission de supervision propose un échéancier de décaissement (cf. partie Gestion financière) pour que l'ensemble des microprojets en cours de préparation soient exécutés avant l'achèvement du projet (septembre 2013).**

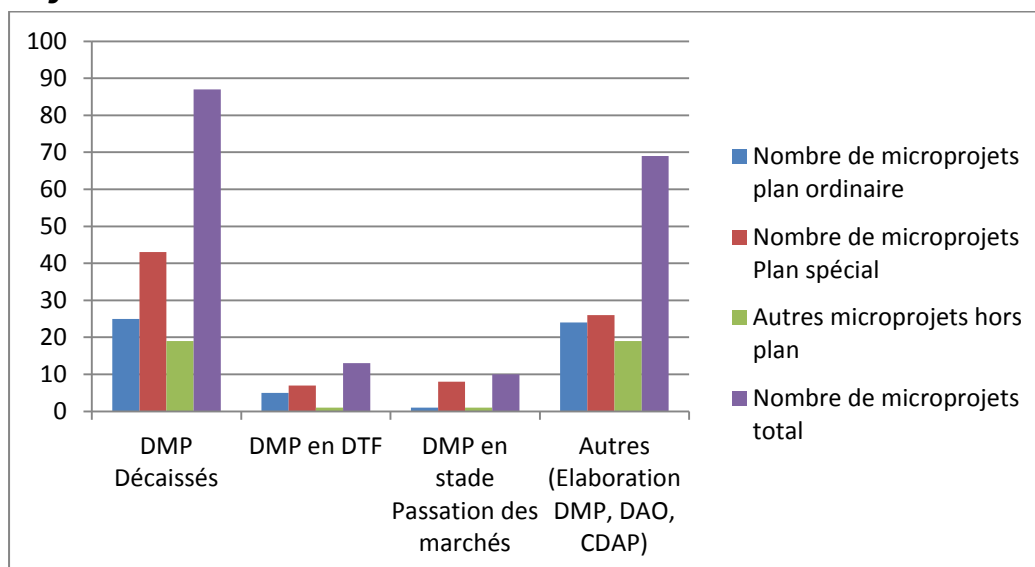
⁵ Il s'agit des décaissements réels au 31 mai 2012 et des prévisions à décaisser d'ici au 30 juin 2012 par rapport au budget total de la CRC de Maradi pour toute l'année 2012.

Figure 1: Nombre de microprojets par stade d'avancement à Maradi à la date du 11 décembre 2011



Source: CRC Maradi, novembre 2011

Figure 2: Nombre de microprojets par stade d'avancement à Maradi à la date du 15 juin 2012



Source: CRC Maradi, juin 2012

41. Les recommandations de la dernière mission de supervision ont été réalisées de manière partielle, selon la difficulté de les mettre en œuvre et l'échéance prévue. Celle d'encourager et de codifier la délégation de la maîtrise d'ouvrage entre communes et communautés, notamment pour la mise en œuvre des microprojets de reconstitution de cheptel n'a pas été réalisée. **La mission recommande de reconduire cette recommandation et de s'inspirer des pratiques des CRC dans les autres régions.**

42. La recommandation de mettre en place un mécanisme de contrôle externe des Comités de Gestion des MP (COGES) pour que les effets des microprojets soient durables n'a pas encore été réalisée, bien que dans certaines communes comme celle de Sarkin

Haoussa, les secrétaires municipaux contribuent au suivi des activités des COGES en utilisant des fiches de collecte de suivi-évaluation élaborée par le projet. **La mission recommande de: (i) codifier le protocole de suivi des COGES, (ii) d'appuyer les secrétaires municipaux dans la collecte des informations afin de renseigner les indicateurs, et (iii) ultérieurement, de former les agents de développement une fois mis à la disposition de mairies, à l'utilisation de ce protocole.**

43. Pour les microprojets mis en œuvre en 2012, les deux recommandations de la dernière mission de supervision portant sur la concentration des microprojets dans un nombre limité de villages et la participation de représentants des bénéficiaires au comité d'achat (des animaux, en particulier) ont été réalisées. En effet, la participation des bénéficiaires à l'acquisition des animaux (en plus de l'agent d'élevage de la commune) est assurée dans les villages visités (Azzazala, Commune de Sarkin Haoussa) et la taille des microprojets de reconstitution du cheptel a augmenté dans chacun des villages ciblés.

44. Les structures de gestion (COGES) fonctionnent de manière satisfaisante dans les villages visités et ayant, nouvellement, bénéficié d'un microprojet: ils sont bien structurés, disposent de cahiers de compte, et un commissaire au compte chargé du contrôle a été désigné. Dans la plupart des cas, ces commissaires aux comptes ne connaissent pas leurs attributions et n'ont pas été formés. **La mission recommande de former les commissaires aux comptes, notamment autour de thèmes de gestion financière et de comptabilité générale mais aussi autour de thèmes plus spécifiques de gestion de stock et de gestion des conflits.**

45. Les structures de gestion des microprojets d'infrastructures socioéconomiques visitées (Maternité à dans la commune de Tessaoua, la mini adduction d'eau potable dans la commune de Mayahi) sont en place mais ne sont pas encore fonctionnelles compte tenu que les travaux sont encore en cours de réalisation. Dans le cas des mini AEP d'eau potable, une association des usagers de l'eau est en cours de constitution mais les attributions de cette dernière et celles du COGES ne sont pas claires. **La mission recommande de clarifier le mandat de chacune de ces structures dans le but d'assurer une gestion optimale de l'infrastructure.**

46. Les structures de gestion sont efficaces dans certains cas: ainsi, dans le cas de la Banque Céréalière de Baoudeta, la diminution du stock de céréales est limitée (de l'ordre de 13%): elle est due au prix élevé du mil en période de récolte après la période de crise. Le stock est maîtrisé grâce à des règles de gestion assez strictes et à la vente au comptant bien que cette règle empêche 50% des ménages ne disposant pas de pouvoir d'achat d'accéder à la Banque Céréalière. **La mission recommande de renforcer les Banques céréalières déjà existantes et dont les COGES sont fonctionnels, en augmentant leurs stocks, notamment dans les périodes critiques de soudure comme c'est le cas, actuellement, pour permettre aux hommes de rester dans le village pendant la période de sarclage dans le but de sauver la récolte prochaine. La mission recommande, également, d'appuyer les Banques Céréalières pour la redéfinition des règles de gestion du stock (vente ou crédit) pour en faire bénéficier les catégories les plus pauvres: pour cela, un stock de garantie à dimensionner en proportion avec la quantité de grains vendue à crédit et auquel on aurait recours dans le cas de non remboursement pourrait être une solution.**

47. La gestion des bénéfices et des stocks d'arachide par les groupements de femmes bénéficiaires est efficace: (i) elles achètent l'arachide de manière fractionnée pour reconstituer le stock quand les prix sont élevés, (ii) elles reconstituent le stock massivement au moment de la récolte quand les prix sont bas et, (iv) elles thésaurisent le bénéfice en attendant de reconstituer le stock à la récolte avant de le redistribuer.

48. L'efficacité de mise en œuvre des microprojets est relativement satisfaisante bien que les Infrastructures Socioéconomique, dont le cycle d'identification, formulation et exécution est long, ont été prioritaires. Cela s'explique par les contraintes de différente nature: (i) des moyens humains limités, malgré le recrutement des ADL, (ii) la zone d'intervention du projet étendue et le nombre élevé de communes, (iii) le processus d'identification, de formulation et d'exécution des microprojets, relativement long, (iv) le nombre limité de CDAP par an et, (v) les retards éventuels d'approvisionnement du compte spécial du projet retardant le financement des microprojets.

49. Le suivi technique de l'exécution des microprojets est jugé satisfaisant par la mission car réalisé par un consultant en Génie Civil (GC) recruté par le projet et par les ADL qui appuient les communes dans les étapes d'identification, formulation et exécution des microprojets mais leur durabilité risque d'être limitée s'il n'existe pas localement des techniciens veillant à l'entretien et au suivi de la mise en œuvre des microprojets. **Compte tenu du nombre de microprojets qui sont au stade de préparation tels que le montre la figure 2, la mission recommande de prolonger le contrat du Consultant Génie Civil (GC) jusqu'à la fin du mois de décembre 2012. La mission recommande, également, de recruter un deuxième consultant GC jusqu'à la fin du mois de décembre 2012. Le premier consultant GC se consacrerait en priorité à l'élaboration des DAO des MP les plus coûteux, notamment dans les communes les plus éloignées et le consultant à recruter se consacrerait à la supervision et au suivi des travaux des microprojets.**

50. Le suivi technique de la mise en œuvre des microprojets par les agents techniques départementaux (GR) ou communaux (élevage) semble satisfaisant mais les formations à apporter aux bénéficiaires et notamment au Comité de Gestion (cas de Sarkin Haoussa, Village d'Azzazal) ne précèdent pas la distribution du Cheptel malgré la sensibilisation faite; cette dernière n'a pas couvert des thèmes majeurs conditionnant la réussite du microprojet (comme l'alimentation dans le cas de l'élevage). Les services techniques départementaux de l'élevage, responsables de la formation à apporter en utilisant le budget prévu à cet effet dans les microprojets n'ont pas pu la réaliser à temps. il n'y a plus de suivi possible après la fin des travaux car aucun budget n'est prévu à cet effet et cela compromet la durabilité des effets des MP. **La mission de supervision recommande de renforcer les capacités techniques des agents techniques des mairies/au niveau départemental en adéquation avec les besoins en suivi technique des microprojets réalisés (par exemple dans le domaine de l'élevage) ou pour les besoins de l'entretien des ISE (après la fin du projet). La mission recommande de mettre à la disposition des communes des agents de développement local (ingénieurs) chargés de coordonner la mise en œuvre des microprojets et d'apporter un appui technique. La mission de supervision recommande de transformer une partie de la contrepartie versée par le Gouvernement Nigérien en budget de suivi pour l'entretien des ISE à verser aux communes après la fin du projet en septembre 2013.**

51. Les AGR contribuent de manière limitée à l'atténuation des effets de la crise alimentaire car leur mise en œuvre est trop récente et les populations n'en ont pas récolté le produit, notamment, dans les communes du Nord de la région. Il y a de ce fait risque de décapitalisation. Dans les communes du Sud, la réussite des AGR est plus probable (AGR Extraction d'huile d'arachide).

52. Les mécanismes de redistribution des animaux dans le cas de la reconstitution du cheptel sont maîtrisés, dans certains cas, par les groupements bénéficiaires puisque des listes d'attente pour la distribution des animaux de seconde génération sont prêtes, peu de temps après la distribution des animaux (Azzazala, Commune de Sarkin Haoussa).

Mesures convenues	Responsabilité	Dates convenues
Formation des commissaires au compte en gestion financière, comptabilité générale et gestion des conflits	CNC et CRC en association avec les Ministères concernés	Décembre 2012
Renforcer les Banques céréalières pendant la période de soudure et la période critique du sarclage	Communes, CRC	Juin-Juillet 2012
Redéfinition des règles de gestion de stock des Banques céréalières pour faire bénéficier les catégories les plus vulnérables	Communes, CRC, ADL	Mars 2013
Prolongation du contrat du consultant en Génie civil jusqu'à fin Décembre 2012 pour élaborer les DAO des microprojets	CNC, CRC	Juin 2012
Recruter un autre consultant en Génie civil jusqu'à fin décembre 2012 pour superviser et suivre les travaux d'exécution des microprojets d'ISE	CNC, CRC	Juin 2012
Renforcer les capacités techniques des agents techniques des mairies/personnels des directions départementales en adéquation avec les besoins du suivi technique des microprojets	CNC, CRC et Ministères techniques concernés dont le Ministère de l'Elevage	Septembre 2012
Mettre à la disposition des communes des agents de développement chargés de coordonner la mise en œuvre des microprojets	Ministère de l'Agriculture	Décembre 2012

Coordination et gestion du projet

53. Le taux d'exécution de la composante C dans le cadre du PTBA 2012 est de 73%⁶. Au 31 mai 2012, le taux d'exécution du montant prévu pour le 1^{er} semestre 2012 est de 57% mais il va être rehaussé au 30 juin 2012 grâce au décaissement des montants engagés.

Gestion administrative

54. La gestion administrative du PACII est satisfaisante. Cependant, le dispositif de prise en charge de la fonction de passation des marchés n'est pas suffisant au niveau national. En effet, cette fonction repose sur un seul individu au niveau de la CNC, qui est ces derniers temps en situation d'incapacité pour des problèmes de santé, ce qui fait que le contrôle final des dossiers avant paiement par la CNC constitue actuellement un goulot d'étranglement aux décaissements, notamment ceux en provenance de la CRC Maradi. **La mission recommande de renforcer cette fonction par le recrutement d'un ou plusieurs consultants Spécialistes en Passation des Marchés, selon le volume des dossiers de micros projets à traiter au niveau de la CRC Maradi et de la CNC.**

55. Au niveau de la CRC de Maradi, 16 Agents de Développement Local (ADL), dont un formé à la Passation des Marchés, ainsi qu'un Consultant en Génie Civil ont été mobilisés pendant l'année 2011 et jusqu'à ce jour, pour l'appui aux communes dans l'élaboration des dossiers micros projets, le montage des DAO et le suivi de l'exécution sur le terrain. Cela a permis d'améliorer considérablement les actions de la CRC et d'envoyer des lots importants de DMP à la CNC.

⁶ Il s'agit des décaissements réels au 31 mai 2012 et des prévisions à décaisser d'ici au 30 juin 2012 par rapport au budget total de la CRC de Maradi pour toute l'année 2012.

56. L'évaluation du personnel a été faite et les résultats sont satisfaisants. La CRC de Maradi sur laquelle porte le financement FIDA, exécute près de la moitié (46%) du financement du PACII par rapport aux 54% restants exécutés par les 7 autres CRC. Elle couvre 47 communes contre 117 communes pour l'ensemble des 7 autres CRC, avec le même dispositif en ressources humaines, sans les ADL indiqués au point ci-dessus.

57. Les recommandations de la mission précédente relatives à la gestion administrative ont été mises en œuvre: un appui régulier a été fourni aux assistants comptables régionaux pour l'utilisation des modules de comptabilité analytique et budgétaire, et la production d'états financiers périodiques, l'étiquetage des immobilisations a été complété. Le logiciel de paie n'a cependant pas encore été mis à jour et la recommandation a été reconduite. La mission recommande de la mettre en œuvre pour la CRC de Maradi sur le financement FIDA.

Gestion financière

58. Dans le cas de la mise en œuvre des ISE, la contrepartie a été versée de manière satisfaisante, bien que difficilement, par les communes notamment grâce à l'augmentation des taxes fiscales (dans le cas de la commune de Guidan Amoumoun, cela a été possible grâce au marché à bétail). Dans certains microprojets ciblant les femmes les plus vulnérables (reconstitution du cheptel), la contribution des communautés aux financements des AGR n'est pas toujours suffisante. Ainsi, la commune (comme celle de Sarkin Haoussa) a apporté un complément à la contrepartie versée par les femmes: 70% de la contrepartie a été versée par les bénéficiaires et 30% par la commune. Cependant, la priorisation des microprojets à réaliser dans le cadre du Plan d'Investissement Annuel est indispensable car les ressources de la commune sont limitées, la commune devra comparer et apprécier les fonds de contrepartie disponibles et arbitrer, de ce fait, entre les microprojets avant d'allouer la contrepartie.

59. Il ressort du tableau 5 que la masse la plus importante de microprojets se trouve au stade DAO, suivi par la masse de microprojets en attente d'approbation du CDAP, puis de celle en stade de passation de marché. Les trois goulets d'étranglements seront levés grâce: (i) à la prolongation du contrat consultant en GC jusqu'à la fin décembre pour l'élaboration des DAO et le recrutement d'un autre consultant en GC pour le suivi et la supervision des travaux, (ii) au recrutement d'un spécialiste en passation de marché qui partagera son temps en la CRC et la CNC, pour doubler le spécialiste en passation des marchés, en incapacité au moment présent et, (iii) au fait que tous les CDAP siègeront d'ici à la fin du mois de juin 2012.

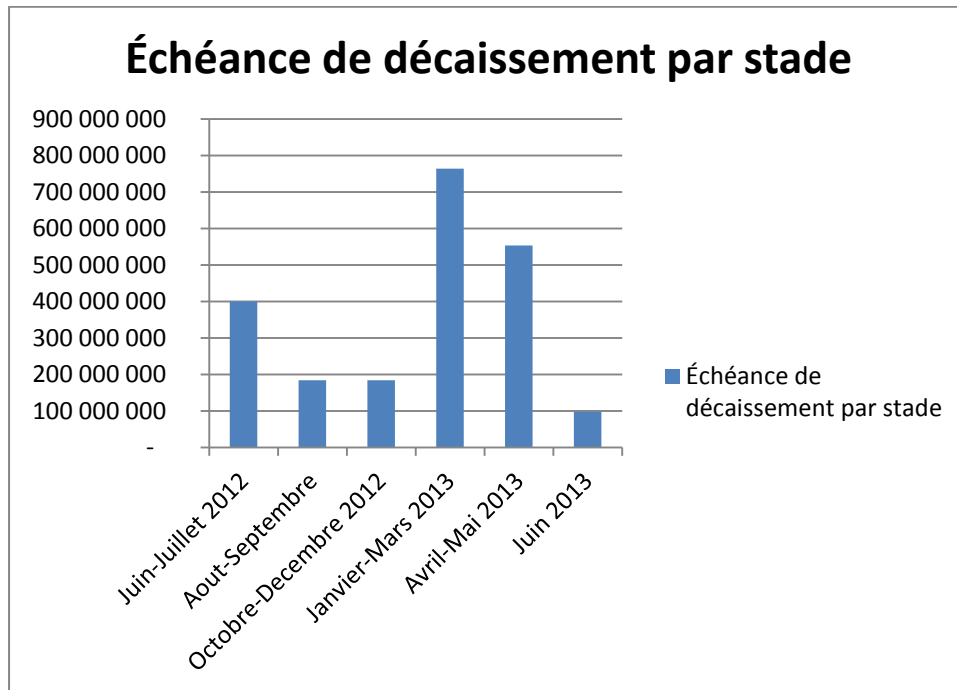
Tableau 5: Montants groupés des microprojets à différents stades d'avancement et échéancier de décaissement de ces montants

Stade	Montant	Echéance de décaissement	USD	Ordre de priorité
DMP en DTF	399,805,191	Juin-Juillet 2012	783,931.75	
DMP stade de passation de marché	184,077,271	Aout-Septembre		
DMP au stade de passation de marche	184,077,271	Octobre-Décembre 2012	360,935.83	3
Stade DAO	763904039	Janvier-Mars 2013	1497851.057	1
Attente de passage au CDAP	553002808	Avril-Mai 2013	1084319.231	2
Elaboration de MP	98000000	Juin 2013	192156.8627	
Total	2,182,866,580		4,280,130.55	

Source: CRC Maradi, Juin 2012

La figure 3 présente un échéancier de décaissement établi sur la base du stade d'avancement⁷ des microprojets décrits dans le tableau 5 et des montants à décaisser pour la masse de microprojets se trouvant à un stade d'avancement donné.

Figure 3: Échéancier de décaissement par stade d'avancement des microprojets



60. La mission recommande de piloter le décaissement selon l'échéancier présenté ci-dessus. Les délais de mise en œuvre du cycle complet des microprojets d'infrastructures socioéconomiques imposent le rythme de décaissement: la CRC MARADI a prévu un plan de décaissement de 1,6 Milliards de FCFA d'ici au 31 Décembre 2012 (comme mentionné dans le paragraphe Plan de décaissement ci-dessous); il est probable que la réalisation de ce plan de décaissement s'étire jusqu'aux mois de mars ou d'avril 2013.

Suivi-Evaluation

61. La recommandation de la mission à mi-parcours soulignant la nécessité de former le responsable de S/E au sein de la commune, en l'occurrence le SG, à l'utilisation du guide simplifié de suivi/évaluation a été réalisée partiellement. En effet, le guide a été distribué aux communes mais la formation n'a pas encore eu lieu. L'opérationnalisation du système de suivi/évaluation a progressé au niveau des communes par rapport à la dernière mission de supervision, puisque les Secrétaires généraux et secrétaires municipaux, points focaux des COGES, ont été formés pour appuyer les COGES à remplir les outils de collecte à partir de leurs cahiers. **La mission recommande de réaliser la formation des Secrétaires Généraux et Municipaux à l'utilisation du guide complet de suivi/évaluation.**

62. Les indicateurs SYGRI de 1er et 2e niveaux sont renseignés à la fin de l'année. Les 3 fiches SYGRI comprenant les indicateurs des 3 niveaux sont envoyées au FIDA accompagnées du bilan du PAC. Les indicateurs de 1er niveau sont actualisés à l'occasion de chaque mission de supervision. Ainsi, les dernières valeurs des indicateurs de 1er niveau sont celles du 31 mai 2012. Ces indicateurs sont renseignés sur la base des informations collectées dans des fiches après réception du microprojet et accompagnées du PV⁸ de réception. Les informations sur les produits livrés sont

⁷ Les stades d'avancement sont: DMP en DTF, DMP au stade de passation de marché, le stade DAO, le stade en attente de passer devant le CDAP, élaboration du MP.

⁸ L'indicateur est renseigné quand les bénéficiaires produisent le PV de réception.

confirmées par les bénéficiaires, consolidées au niveau régional et copiée à la CNC. La collecte des informations de 1er niveau est simple. Cependant, l'évaluation des indicateurs de 2ème niveau (évaluation de la durabilité des COGES) consiste à une auto-évaluation par les représentants des COGES, les Services techniques, les Communes, la CRC, les ADL et le service de Suivi-Evaluation de la CNC. Il s'agit d'évaluer le fonctionnement des COGES en apportant une notation de critères bien définis: outils de gestion remplis, régularité de réunion, assemblées générales des membres.

63. En ce qui concerne les indicateurs de 1er niveau, on note que la formation des COGES en gestion des infrastructures est limitée (moins de 10% des personnes devant être formées l'ont été). Les Services Techniques départementaux sont responsables de la mise en œuvre de ces formations sous la supervision des communes: les montants nécessaires à financer ces formations ont été virées sur le compte des communes. **La mission recommande d'appuyer les communes pour le recrutement de prestataires de service pour dispenser les modules élaborés dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies nationales (notamment pour la gestion des Banques Céréalières et des AGR).**

Cadre logique

64. L'indicateur de développement n°1 mesurant le degré de satisfaction des populations soit le pourcentage des communes supportées par le projet dans lesquelles au moins 50% de la population est satisfaite de la mise en œuvre des PDC à travers les PIA est passé de 78% à mi-parcours à 100% actuellement. Cela s'explique par le fait qu'il existe, en fin de projet à un peu plus d'une année de la date de clôture du projet pour le financement FIDA, une masse critique de microprojets contribuant à améliorer le bien-être des populations dans la plupart des communes ciblées.

65. L'indicateur de développement n°2 mesurant le pourcentage des communes qui augmentent le niveau de couverture d'au moins 2% les besoins relatifs à l'accès à l'éducation, l'eau potable et la santé, a augmenté de manière moins sensible et est passé, respectivement, de 35 à 55,55%, de 54 à 88,8% et de 42 à 45% entre la dernière mission de supervision et la présente. Cela s'explique par le fait que les ressources allouées aux Infrastructures socio-économiques n'ont pas suffi à satisfaire le besoin des communes et communautés compte tenu du nombre élevé de Communes où le projet est intervenu. Les Communes ont généralement privilégié l'accès à l'eau potable ce qui est, totalement, justifié.

66. Le pourcentage des bénéficiaires qui ont augmenté leur revenu de 20% a sensiblement augmenté depuis la revue à mi-parcours passant de 73,5 à 100%. Cela traduit la contribution du projet aux situations d'urgence comme sa contribution au programme d'urgence national et au programme d'insertion des rapatriés de Libye et de Côte d'Ivoire.

Ciblage

67. Le mécanisme de sélection des microprojets est réalisé par le Conseil Municipal mais il est à remarquer que les microprojets de prestige ont été privilégiés comme la maternité /siège de mairie alors que: (i) l'eau potable manque dans certains villages et que les femmes passent 4-5 heures pour la collecte d'eau (Commune de Guidan Amoumoun) et, (ii) qu'il y a des priorités reliées à la sécurité alimentaire. Mais ceci s'explique en partie par le retard de traitement des demandes et à la longueur du cycle de formulation et d'exécution des microprojets; il semble qu'il y ait un décalage entre les besoins actuels et ce qui est mis en œuvre.

68. L'intégration des microprojets est satisfaisante au niveau des communes visitées puisque chaque commune présente 2 à 3 microprojets mais elle ne l'est pas au niveau des villages. **La mission recommande de donner la priorité à la réalisation de microprojets dans les villages où une masse critique de microprojets ont été exécutés pour optimiser les effets du projet en termes de formation et d'augmentation de revenu. La mission recommande, également, de coupler les microprojets d'alphabétisation tel que celui mise en œuvre dans la commune de Korahane, avec une activité génératrice de revenu pour optimiser l'expression des effets des deux microprojets.**

69. Les Mécanismes mis en œuvre pour le ciblage des bénéficiaires au sein des communautés sont différenciés en fonction de la nature du microprojet: il y a adoption de critères objectifs de sélection dans le cas de la reconstitution du cheptel (niveau de pauvreté, veuvage, absence d'animaux) (Village d'Azzazala dans la commune de Sarkin Haoussa) mais il y a vente au comptant des céréales pendant la période de soudure dans les banques céréalières qui empêche près de 50% des familles les plus vulnérables (Baoudeta, Commune de Tessaoua) d'accéder aux céréales.

Communication

70. La recommandation de la dernière mission de supervision soulignant la nécessité de diffuser des messages d'information par le biais des radios communautaires a été réalisée. Le niveau d'information des communautés s'est amélioré grâce aux contrats passés avec 5 radios rurales. En effet, certains groupements ayant bénéficié d'un fonds de roulement pour acheter l'arachide et extraire de l'huile (comme à Koona, Commune de Tessaoua) ont déposé une demande de microprojet et une autre demande d'animaux reproducteurs à la mairie suite à une émission entendue à la radio rurale.

71. A travers les radios rurales, le projet déploie deux niveaux de communication: (i) une communication aux bénéficiaires en les informant des réalisations du projet et, (ii) une communication aux mairies en transmettant des messages répétitifs sur la reddition des comptes, le mandat des mairies et la mobilisation des ressources.

72. **La mission recommande de multiplier les contrats avec les radios rurales dans le but de généraliser la diffusion de l'information à toutes les communes et départements. Il est indispensable de compléter le contenu des messages comme recommandé** lors de la dernière mission de supervision, notamment, (i) en incluant des messages présentant la panoplie des microprojets possibles, (ii) en précisant qu'il est possible de déposer une nouvelle demande dans le cas où un besoin nouveau apparaissait après l'exécution d'un microprojet: par exemple un magasin de stockage dans le cas d'un groupement ayant bénéficié du microprojet extraction d'huile d'arachide à Koona (Koona, Département de Tessaoua).

Mesures convenues	Responsabilité	Dates convenues
Appuyer les communes pour le recrutement de prestataires pour dispenser les formations en gestion des infrastructures aux COGES sur la base des modules existants tirés de stratégies nationales	CRC, ADL	Décembre 2012
Appuyer les communes pour donner la priorité à la réalisation de microprojets dans les villages où une masse critique de microprojets ont été exécutés	CRC	D'ici mai 2013
Appuyer les communes pour coupler les microprojets d'alphabétisation avec un microprojet d'AGR	CRC, ADL	D'ici septembre 2012
Multiplier les contrats avec les radios rurales dans le but de généraliser la diffusion des informations à toutes les communes et départements	CRC	D'ici septembre 2012
Compléter le contenu des messages (panoplie de microprojets possibles...)	Radios communautaires, CRC	D'ici septembre 2012
Piloter le décaissement selon l'échéancier basé sur les stades d'avancement des microprojets	CRC	D'ici septembre 2013

IV. ASPECTS FIDUCIAIRES

73. La **gestion financière** au niveau de la CNC et des CRC est très satisfaisante. Les comptes de l'année 2011 ont été certifiés sans réserve, aussi bien pour les comptes globaux que pour la gestion des comptes spéciaux et les Etats Certifiés de Dépenses.

74. **Gestion financière au niveau communal**: le PACII a mis en place depuis le début du programme une procédure qui oblige la commune à obtenir le quitus de la CRC avant tout retrait de fonds pour les besoins des micros projets, ce qui est une très bonne mesure. Le suivi de la réalisation des microprojets a été également améliorée mais doit être renforcé davantage pour assurer que les fonds ne restent pas immobilisés à la banque sans réalisation complète ou que le micro projet ne soit pas opérationnel, alors que certains achats et paiements correspondants ont été faits. La gestion financière au niveau des communes visitées s'est améliorée (tenue des journaux de banque à jour, rapprochements bancaires effectués et fiches de suivi des micros projets bien maintenues). C'est le résultat des actions de renforcement des capacités en gestion financière organisées par le PACII à l'intention des receveurs municipaux, notamment en 2011.

75. Un arrêté ministériel du 21 mai dernier vient de nommer les receveurs municipaux, ce qui les renforce dans leur rôle de gestionnaires garants des règles de bonne gouvernance et indépendants du fait qu'ils ne sont plus désignés, ni révocables par les maires. De plus, ces nominations sont basées sur les critères de formation professionnelle de base.

La mission recommande de continuer à améliorer le suivi de l'exécution des micros projets par les communes.

76. **Niveau d'exécution du PTBA 2012 de la CRC Maradi**. A la date du 31/05/2012, le montant de l'exécution du PTBA de l'année 2012 s'élève à 1, 128 milliards sur une prévision totale de 3,233 milliards F CFA, soit un taux d'exécution de 35%. Si nous ajoutons les micros projets déjà traités et en instance de paiement pour 645 millions de F CFA, ce taux sera de 52% d'ici au 30 juin. **Les taux d'exécution⁹ du PTBA 2012 par composante se présenteront ainsi comme suit: 24% pour la composante A; 61% pour la composante B et 73% pour la composante C.**

77. Un **plan de décaissement totalisant** 1,6 milliard F CFA pour les micros projets a été élaboré par la CRC pour la période de Juillet à Décembre 2012. Cependant, la mesure d'accompagnement qui permettra de décaisser ce montant est de rehausser le compte spécial à 1,2 milliard F CFA dans les meilleurs délais. Dans l'attente du rehaussement du compte spécial, les demandes de transfert de fonds aux communes déjà traitées seront transmises au FIDA pour paiement par Demande de Paiement Direct (DPD) pour lever le goulot d'étranglement constaté actuellement au niveau des possibilités de paiement à partir du compte spécial.

78. **Décaissements**. Les financements au profit du PACII se sont faits selon des zones d'intervention et plans de décaissement différents: i) le financement IDA et FEM couvre 117 communes, pour un total de 34,67 millions USD exécutés par sept Cellules de Coordination Régionale et portant sur la période de Décembre 2008 au 30 Avril 2013. Ce financement présente un taux de décaissement de 98% et 96% respectivement pour l'IDA et le FEM; ii) le financement FIDA pour un total de 16 millions USD couvre la région de Maradi qui compte 47 communes, et porte sur la période de Septembre 2009 à Septembre 2013, le démarrage effectif ayant eu lieu en Mai 2010. **Pour ce financement, le taux de décaissement est de 54,46%.** Le plan de décaissement des micros projets sur financement FIDA prévoit d'atteindre d'ici au **30 juin 2013 un taux de décaissement de l'ordre de 95% et de 100% à la date d'achèvement prévue**

⁹ Il s'agit des décaissements réels au 31 mai 2012 et des prévisions de 645 millions de FCFA à décaisser d'ici au 30 juin 2012 par rapport au budget total de la CRC de Maradi pour toute l'année 2012.

en septembre 2013; iii) le taux de décaissement du Gouvernement Nigérien est actuellement de 30%, y compris 206 millions F CFA de contributions à travers le programme «gommier». Elle sera de 37% dès l'aboutissement de la procédure de mandatement en cours de 200 millions F CFA sur la dotation de 600 millions inscrite pour le PAC II au titre de l'année 2012; iv) Le taux de mobilisation de la contribution des bénéficiaires est de 46%, y compris les contributions en nature estimées mais non comptabilisées pour 477,88 millions de F CFA. Par ailleurs le projet a bénéficié d'une contribution de la part du PAM, non prévue dans le budget initial, pour un montant de 333,5 millions FCFA. Ainsi, **le taux de décaissement global, toutes sources de financement confondues est de 74% sans les engagements et 78% avec les engagements, ce qui est satisfaisant pour l'ensemble du projet.**

Exécution par catégorie. Les taux d'exécution par catégorie depuis le démarrage du projet, (y compris les DRF 19 et 20) sont établis à: **(i) 49,24% pour la catégorie 1 Taux fournitures, services de consultants et audit; (ii) 41,48% pour la catégorie 2 Dons de Microprojets, et (iii) 94,59% pour la catégorie 3 Coûts de fonctionnement».** Cette dernière catégorie a subi la prise en charge des dépenses de fonctionnement supplémentaires telles que les charges du Bureau de liaison, les missions d'appui aux communes dans le cadre du plan accéléré de décaissement et les charges de fonctionnement des ADL. **La mission recommande l'allocation des fonds non alloués sur la catégorie « Coûts de Fonctionnement, ce qui portera son budget à 6% du financement global du FIDA contre 4% actuellement, ce qui reste satisfaisant.**

79. Préparation et rythme des DRF. Le tableau 6 indique la liste des DRF de la période sous revue. Le FIDA encourage le projet à produire des DRF supérieures à 20% de l'avance au compte spécial, tout en préservant leur qualité habituelle et en veillant à ne pas dépasser les 50%.

Tableau 6: Demandes de Retraits de Fonds sur fonds FIDA de Novembre 2011 à Juin 2012

N° DRF	Type de DRF	Date d'envoi	Date d'encaissement	Nbre de jours	Montant XOF	% du CS	Statut
14	Réapprov. CS	21-nov	16-déc	25 j	268 427 235	34%	Payée
15	Réapprov. CS	05-déc	26-janv	51j	92 095 419	12%	Payée
16	Réapprov. CS	13-janv	13-févr	30j	651 207 829	81%	Payée
17	Réapprov. CS	24-mars	18-mai	54j	204 720 190	26%	Payée
18	Réapprov. CS	24-mars	18-mai	54j	321 914 596	40%	Payée
19	Réapprov. CS	06-juin	N/A	N/A	214 660 351	27%	Envoyée
TOTAL					1 753 025 620		

80. Situation et analyse de la trésorerie. Le solde de la trésorerie sur fonds FIDA s'élève à 293 millions F CFA au 31/05/2012, soit environ 37% du montant de l'avance au compte spécial. A cette date, la DRF 19 d'un montant de 400 millions F CFA est en cours de traitement au FIDA (envoyée le 6 juin) et la DRF 20 est en train d'être finalisée à la CNC pour un montant de 215 millions F CFA. Les besoins de trésorerie sont importants du fait des dossiers de micros projets à payer.

81. La mission recommande d'émettre des DPD durant les mois de juin et juillet, pour payer les communes pour les micros projets dont les DAO ont déjà été traités et qui sont actuellement estimés à 645 millions F CFA. La mission recommande également que le montant du compte spécial soit relevé à 1,2 milliard contre 800 millions actuellement, pour une solution permanente de la gestion de la trésorerie du compte spécial.

A la date du 31/05/2012, l'état de reconstitution du compte spécial du financement FIDA est résumé dans le tableau 7:

Tableau 7: Etat de reconstitution du compte spécial de prêt et de don au 31/05/2012

Libellés	Montant avancé	Solde
Dépôt initial	800 000 000	
Solde compte spécial		293 168 172
Solde comptes d'opérations		530 270
Solde Caisse (CN et CR)		284 100
Ressources disponibles		293 982 542
DRF non payées		214 660 351
Prochaine DRF		258 172 708
Dépenses non encore demandées en réapprovisionnement +écarts rapprochement et erreur virement corrigé en juin		33 184 399
Total		800 000 000

82. La **petite caisse** a été examinée par la mission et aucune anomalie n'est à signaler. Elle est gérée par l'assistant comptable, réconciliée mensuellement et à chaque fois, il y a, réapprovisionnement. Les contrôles inopinés sont effectués par le comptable et un PV d'arrêté de caisse est établi. La petite caisse est plafonnée à 500 000F pour le bureau de Niamey et à 200 000 FCFA pour le bureau de Maradi. La gestion de la petite caisse est satisfaisante.

83. **Vérification des ECD.** La mission a procédé à la vérification des ECD sur la base d'un échantillonnage. Le contrôle a été effectué sur la période décembre 2011 à mai 2012. Les conclusions sont satisfaisantes.

84. **Audit.** Le tableau de suivi des recommandations de l'audit des comptes 2010 est joint en annexe. L'audit des comptes 2011 a eu lieu en Avril et Mai derniers et les comptes ont été certifiés sans réserve. Le rapport ayant été réceptionné récemment, le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations correspondantes sera élaboré par le projet et envoyé aux partenaires dans les meilleurs délais.

85. **Dispositions de l'accord de prêt.** La mission a passé en revue les dispositions relatives à l'accord de Prêt et de Don FIDA. Ces dispositions sont biens respectées par le projet.

86. **Financement de la contrepartie.** Le montant 697 500 000 FCFA encaissé sur le compte trésor au nom du PAC2 depuis le 16/11/2011 et déjà observé par la dernière mission, va servir en partie pour effectuer des paiements au profit de quelques communes bénéficiaires de micros projets, qui à leur tour, vont payer leurs prestataires. Cependant la procédure requise (bon d'engagement pour paiement par le Trésor) est très lente et peut durer jusqu'à 3 mois, ce qui pénalise les prestataires. Au titre de l'année 2012, le projet n'a pas encore reçu d'autres fonds de l'Etat. Une inscription budgétaire de 600 millions F CFA a été faite sur lesquels 200 millions F CFA ont été libérés et dont le mandatement est en cours. Le pourcentage de contrepartie reste ainsi égal à celui observé lors de la mission précédente, soit 30%.

87. **Passation des marchés.** Pour la CRC de Maradi, 14 marchés ont été passés, dont deux en 2012 pour le choix de consultants dans le cadre de l'appui à l'élaboration des DMP, DAO et le suivi des micros projets.

Mesures convenues	Responsabilité	Dates convenues
Renforcer la fonction Passation des Marchés par le recrutement d'un ou plusieurs consultants Spécialistes en Passation des Marchés, selon le volume des dossiers de micros projets à traiter au niveau de la CRC Maradi et de la CNC	RAF/Coordonnateur National	Immédiat
Effectuer des DPD pour transférer aux communes bénéficiaires les fonds des micros projets en instance	Comptable / RAF	Immédiat
Procéder à l'augmentation du compte spécial pour être en mesure d'effectuer localement les paiements de micros projets prévus d'ici mars 2013	FIDA	Juillet
Allouer les fonds non alloués à la catégorie « Coûts de Fonctionnement »	FIDA	Juillet

V. DURABILITÉ

88. La durabilité des effets des actions du projet est compromise par le fait que: (i) peu de comités de gestion sont formés à l'entretien des Infrastructures et certains COGES ne fonctionnent pas de manière optimale, étant donné le manque de formation de leurs membres et des Commissaires au compte, (ii) le manque des capacités des communes pour la mobilisation des ressources internes et externes et le manque de maîtrise par les receveurs des procédures nationales et du système de fiscalité nationale, (iii) l'absence de ressources aux niveaux des communes pour financer le suivi de l'entretien des ISE ou le suivi de la gestion des AGR (Banques céréalières, Banques d'Intrants, Banques d'Intrants Zootechniques, Reconstitution du cheptel), (iii) l'absence de personnel au niveau des communes pour coordonner les activités de développement, (iv) la gouvernance locale limitée et entravée par le manque de capacités des maires et des receveurs dans le domaine de l'élaboration des rapports administratifs et de fin d'exercice et leur reddition. Après la clôture du projet, la commune sera en mesure de répondre aux besoins des communautés, de formuler et de mettre en œuvre des microprojets et d'en assurer le suivi si elle arrive à mobiliser des ressources propres

Mesures convenues	Responsabilité	Dates convenue
Promouvoir les échanges inter communes pour identifier les cas de bonnes pratiques dans la mobilisation des ressources par la commune	CNC, CRC	Décembre 2012
Procéder à la formation des commissaires au compte	CNC, CRC et Ministères concernés, Directions régionales et départementales	Décembre 2012
Convertir la contrepartie du Gouvernement en budget à allouer au suivi et à verser dans le compte des communes	Gouvernement	D'ici à la fin du projet
Former les personnels des communes et receveurs aux procédures nationales et à la reddition des comptes	CNC, CRC et Ministères concernés,	Juin 2013
Mettre à la disposition de chaque commune un agent pour coordonner le développement	Ministère de l'Agriculture ou tout autre Ministère concerné	Décembre 2012

VI. CONCLUSION

89. Le projet PAC2 s'aligne sur le cadre stratégique de l'initiative 3N, en cours de finalisation, notamment, sur les axes stratégiques accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques, valorisation et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux, amélioration de la résilience des nigériens face aux crises alimentaires et aux catastrophes, notamment grâce à la contribution actuelle et à venir du PAC2 au programme d'urgence formulé par le Gouvernement en septembre 2011. Le projet été mis en œuvre, en général, de manière relativement efficace et le niveau d'efficacité est satisfaisant compte tenu de l'approche à la demande adoptée. La durabilité des effets des actions du projet sera conditionnée par: (i) l'amélioration du niveau de fonctionnement des structures de gestion mises en place (COGES), et notamment, le renforcement de capacité des commissaires au compte, (ii) le recrutement d'agents de développement dans les communes, (iii) l'existence de ressources au niveau communal pour assurer le suivi de l'entretien des MP après la fin du projet, (iv) la capacité des communes à mobiliser des ressources et, (v) la stabilité institutionnelle au niveau communal.

90. Les prochaines étapes clefs de mise en œuvre du projet comme suit: (i) prolonger le contrat du Consultant en GC et recruter un deuxième consultant en GC ainsi qu'un spécialiste en passation des marchés, (ii) piloter le projet en mettant en œuvre le plan de décaissement proposé, (iii) continuer former les maires, les receveurs et les secrétaires municipaux sur la stratégie de mobilisation des ressources internes et externes et à l'utilisation des procédures nationales, (iv) former les maires et les receveurs à l'élaboration et à la diffusion des comptes administratifs et de fin d'exercice, (iv) encourager et codifier la délégation de maîtrise d'ouvrage entre commune et communautés et, (v) contracter les engagements sur financement FIDA au plus tard en septembre.

APPENDICES ET ANNEXES

APPENDICES

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

ANNEXES

- Annexe I Etat de la mise en œuvre des principales recommandations de l'audit des comptes 2010
- Annexe II Rapprochement du compte spécial
- Annexe III Tableau de suivi des DRFs
- Annexe IV Registre des contrats
- Annexe V Aide-mémoire de la 6^{ème} mission de supervision, Rapport de la Banque Mondiale

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Basic Facts

Country	Niger		Project ID	1443	Loan/DSF Grant N.	762
Project	Agricultural and Rural Rehabilitation and Development Initiative Project - Institutional Strengthening Component				Supp. Loan/DSF Grant	8024
Date of Update	15 Jun 2012				Financing terms	DHC
Supervising Inst.	IFAD/IFAD					
No. of Supervisions	6	No. of Implementation Support/Follow-up missions	0			
Last Supervision	Nov 2011	Last Implementation Support/Follow-up mission				

					USD million	Disb. rate %
Approval	17-Dec-2008			Total costs	61.54	
Agreement	15-Jan-2009	Effectiveness lag	9.3	IFAD Total	16.00	
Effectiveness	22-Sep-2009	PAR value	-----	IFAD loan	8.00	54.46
MTR	24-May-2011			DSF grant	8.00	54.46
Current completion	30-Sep-2013	Last Amendment		IFAD grant		
Current closing	31-Mar-2014	Last Audit	24-May-2012	Domestic Total	10.86	
No. of extensions	0			Beneficiaries	4.26	46
				Government (National)	6.60	30
				Cofinancing Total	34.68	
				World Bank: IDA	30.00	99
				GEF	4.67	100

Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	5	5	1. Quality of project management	5	5
2. Acceptable disbursement rate	4	5	2. Performance of M&E	4	4
3. Counterpart funds	4	4	3. Coherence between AWPB & implementation	4	4
4. Compliance with loan covenants	5	5	4. Gender focus	4	5
5. Compliance with procurement	5	5	5. Poverty focus	4	5
6. Quality and timeliness of audits	5	5	6. Effectiveness of targeting approach	4	5
			7. Innovation and learning	3	3
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Coordination et Suivi-Evaluation	4	4	1. Institution building (organizations, etc.)	5	5
2. Renforcement des capacités des commune/communautés	4	4	2. Empowerment	4	4
3. Renforcement du cadre institutionnel et légal	3	3	3. Quality of beneficiary participation	4	4
4. Fonds d'Investissement Local	3	4	4. Responsiveness of service providers	3	3
			5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4
			6. Potential for scaling up and replication	5	5

B.5 Justification of ratings

Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets Les comptes 2011 ont été certifiés sans réserve, ce qui atteste de la bonne gestion des actifs physiques et financiers. Sur le plan des réalisations au profit des communautés, le suivi de l'exécution financière des micros projets par les communes a été amélioré mais cette amélioration doit être encore plus effective. Le projet a élaboré un plan de décaissement qui lui permettra d'atteindre un taux de 95% en juin 2013. La mission recommande de recruter un consultant spécialiste en passation des marchés pour valider les dossiers de microprojets avant paiement, et d'utiliser la procédure de demande de paiement direct, en sus du compte spécial qui devra être rehaussé de 800 millions à 1,2 milliard F CFA.	5	5
C.2 Food security. Par le biais de la mise en œuvre des activités génératrices de revenu telles que les Banques Céréalières, les Banques d'Intrants Agricoles, les actions de reconstitution et de décapitalisation du Cheptel, le projet a contribué à améliorer la sécurité alimentaire dans les communes d'intervention. L'action Banque Céréalière a contribué à mettre à la disposition des communautés des céréales à prix réduit pendant la période de soudure bien qu'en quantité limitée compte tenu des besoins des populations et de la taille des familles. 50% de la population ne peut accéder aux Banques céréalières car elles ne disposent pas de liquidités pour acheter au comptant les céréales. Par le biais de sa contribution au programme d'urgence le projet a mis en œuvre des microprojets permettant soit d'accéder aux céréales à prix modéré (Banques céréalières), soit d'accéder à des intrants zootechniques permettant d'éviter la décapitalisation du cheptel, ou d'augmenter le revenu des familles sur le court terme en relançant l'activité agricole à travers la création de sites maraîchers et l'installation de Banques d'Intrants agricoles. Ainsi, les producteurs/femmes ont pu se disposer de liquidités pour acheter des produits alimentaires.	4	4
C.3 Overall implementation progress (Sections B1 and B2) Rationale for implementation progress rating	5	5

Composante A: Renforcement des capacités

Les réalisations physiques au 31 mai 2012 dans le cadre de la mise en œuvre de la composante A sont: (i) la mise en place d'un dispositif d'appui conseil de proximité composé de 16 assistants en Développement local, (ii) le recrutement d'un consultant en Génie civil pour l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale, (iii) l'organisation de deux sessions du CDA, (iv) l'organisation d'une session de formation regroupant 42 Conseillers régionaux en élaboration de budget, (v) la mise en place et le renforcement d'un dispositif de suivi-évaluation dans 29 communes, (vi) la construction du siège de la CRC à Maradi et (vi) différents missions d'appui de la CRC aux communes.

Les principales recommandations de la dernière mission de supervision en ce qui concerne la mise en œuvre de la composante A ont été partiellement réalisées: (i) la formation des acteurs communaux sur la stratégie de mobilisation des ressources internes et externes et en reddition des comptes a été réalisée mais des échanges inter communaux sont nécessaires pour identifier les bonnes pratiques, (ii) Les agents de développement permanents dans l'objectif de coordonner la mise en œuvre des microprojets ne sont pas encore en poste au niveau des communes, (iii) la formation du receveur à la connaissance et l'utilisation du système fiscal existant n'a pas été réalisée et, (iv) la participation des agents techniques des communes à l'élaboration des PDC et des microprojets y compris les travaux de terrain a été partiellement réalisées. En effet dans les microprojets élaborés et mis en œuvre en 2011 et 2012, les agents techniques de mairies, et notamment, les agents de l'élevage, ont participé à la mise en œuvre des microprojets de reconstitution du Cheptel et plus particulièrement aux étapes de sélection des bénéficiaires et de suivi technique des microprojets comme c'est le cas dans la commune de Sarkin Haoussa.

Composante B: Fonds d'Investissement Local

100 microprojets, environ, d'un montant global, d'environ, 1 900 000 000 FCFA, sont à des stades de traitement différents (dossiers élaborés, processus de passation de marché en cours, demande de transfert réalisée) dans le cadre du plan accéléré formulé après la mission de revue à mi-parcours et dans le cadre du plan ordinaire. Ces microprojets intègrent des actions contribuant au programme d'urgence (AGR), mais sont en majorité des microprojets d'Infrastructures Socio-économiques, comme l'avait recommandé la revue à mi-parcours et la dernière mission de supervision. Le taux d'exécution de la composante B s'élève à 61% dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA 2012. Ce taux est très satisfaisant compte tenu que l'on se trouve à mi-chemin de l'exercice. L'opérationnalisation de la recommandation de la revue à mi-parcours et reprise par la 5^{ème} mission de supervision relative à la mise en œuvre d'une expérience pilote d'intercommunalité a été amorcée. Les DAO pour le lancement des études de faisabilité des 6 tronçons de pistes ont été élaborés et le projet en est au stade de la sélection des cabinets pour la réalisation des études. Le temps restant avant la clôture du projet permettra de réaliser les études mais non d'exécuter les travaux d'aménagement des pistes. Cependant, les communes privilégient encore les microprojets individuels, notamment, car leurs capacités sont limitées et car il n'existe pas pour le moment de cadre réglementaire pour la mise en œuvre des projets

intercommunaux. Le projet a recruté un consultant en GC pour élaborer les DAO et superviser les travaux d'exécution des ISE mais le nombre de microprojets à exécuter, encore au stade d'élaboration, avant la fin du projet en septembre 2013 est élevé par rapport aux ressources humaines disponibles.

Composante C - Gestion, Coordination du Projet et Suivi-Evaluation

La performance du projet en termes de coordination et de gestion est satisfaisante compte tenu: (i) du nombre de communes (47) à couvrir par la CRC de Maradi et des ressources humaines limitées au niveau de la CRC, (ii) du goulet d'étranglement existant à la CNC pour la validation des DAO à cause de l'incapacité du spécialiste en passation des marchés qui retarde le lancement des marchés et l'exécution des microprojets et, (iv) le système de réalimentation du compte spécial non concordant avec les pics de demandes de transfert de fonds.

Les indicateurs SYGRI de 1^{er} niveau ont été actualisés à la date du 31 mai 2012 à l'occasion de la 6^{ème} mission de supervision. Le guide de suivi-évaluation simplifié à l'usage des communes a été élaboré, a été mis à la disposition des communes mais la formation à l'utilisation de ce guide n'a pas été réalisée. Les outils de collecte de Suivi-Evaluation ont été mis à la disposition des mairies: les ADL initient les Secrétaires Municipaux des mairies à l'utilisation de ces outils par la collecte des informations consignées dans les cahiers de compte des COGES.

Des contrats ont été passés avec 5 radios communautaires pour la diffusion de 2 types de messages: (i) des reportages sur les réalisations du projet qui sont à l'origine de certaines demandes de microprojets dans certaines communes bien que le contenu des messages sur les possibilités offertes par le projet reste incomplet, et (ii) des messages répétitifs destinés aux personnels des communes sur le mandat de la commune, la reddition des comptes et la mobilisation des ressources. La mission juge satisfaisant l'appui apporté aux communes et aux communautés en termes de ciblage des bénéficiaires mais il existe un manque d'intégration entre les microprojets au niveau des villages qui limite l'expression de leurs effets.

Le logiciel de gestion de la paie n'a pas été installé comme recommandé par la dernière mission de supervision vient de nommer les receveurs municipaux, ce qui les renforce dans leur rôle de gestionnaires garants des règles de bonne gouvernance et indépendants du fait qu'ils ne sont plus désignés, ni révocables par les maires.

C.4 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)

4

4

Rationale for development objectives rating

L'indicateur de développement n°1 mesurant le degré de satisfaction des populations soit le pourcentage des communes supportées par le projet dans lesquelles au moins 50% de la population est satisfaite de la mise en œuvre des PDC à travers les PIA est passé de 78% à mi-parcours à 100% actuellement. Cela s'explique par le fait qu'il existe, en fin de projet à un peu plus d'une année de la date de clôture du projet pour le financement FIDA, une masse critique de microprojets contribuant à améliorer le bien-être des populations dans la plupart des communes ciblées. L'indicateur de développement n°2 mesurant le pourcentage des communes qui augmentent le niveau de couverture d'au moins 2% les besoins relatifs à l'accès à l'éducation, l'eau potable et la santé, a augmenté de manière moins sensible et est passé, respectivement, de 35 à 55,55%, de 54 à 88,8% et de 42 à 45% entre la dernière mission de supervision et la présente. Cela s'explique par le fait que les ressources allouées aux Infrastructures socio-économiques n'ont pas suffi à satisfaire le besoin des communes et communautés compte tenu du nombre élevé de Communes où le projet est intervenu. Les Communes ont généralement privilégié l'accès à l'eau potable ce qui est, totalement, justifié. Le pourcentage des bénéficiaires qui ont augmenté leur revenu de 20% a sensiblement augmenté depuis la revue à mi-parcours passant de 73,5 à 100%. Cela traduit la contribution du projet aux situations d'urgence comme sa contribution au programme d'urgence national et au programme d'insertion des rapatriés de Libye et de Côte d'Ivoire.

C.5 **Risks** Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	La gestion financière du PAC II est très satisfaisante. Les comptes de l'année 2011 ont été certifiés sans réserve, aussi bien pour les comptes globaux que pour la gestion des comptes spéciaux et les Etats Certifiés de Dépenses. La gestion financière des fonds du PAC II au niveau des communes s'est améliorée grâce aux actions de renforcement des capacités en gestion menées par le projet. Par ailleurs, un arrêté ministériel du 21 mai dernier vient de nommer les receveurs municipaux, ce qui les renforce dans leur rôle de gestionnaires garants des règles de bonne gouvernance et indépendants du fait qu'ils ne sont plus désignés, ni révocables par les maires.
Project implementation progress	Dans la région de Maradi, la mise en œuvre du PAC2 a été retardée par les changements institutionnels successifs qu'a connu le Niger lors des deux dernières années. La mise en œuvre du plan accéléré de décaissement a donné pleinement les effets attendus et la priorité donnée aux ISE structurantes, bien que leur cycle de formulation, élaboration et exécution soit long, a permis d'améliorer de manière sensible le taux de réalisation qui avoisine les 61%, alors que l'exécution du projet a dépassé quelque peu la mi-parcours. Compte tenu de l'état d'avancement du projet, Les risques majeurs qui entraveraient l'avancement du projet sont, le système de réapprovisionnement du compte spécial qui ne concorde pas avec les pics de transfert de fonds, et la surcharge de travail des différentes équipes et notamment, le Consultant GC chargé de l'élaboration des DAO et de la supervision des travaux et, le manque de disponibilité du spécialiste de passation des marchés de la CNC.

Outputs and outcomes	Les effets majeurs de la mise en œuvre du plan accéléré de décaissement a été l'augmentation du nombre de microprojets achevés et réceptionnés (85 lors de la 6 ^e mission de supervision contre 42 lors de la précédente supervision) et du nombre de microprojets qui sont au stade de préparation (70 lors de la 6 ^e mission de supervision contre 40 lors de la 5 ^{ème} mission de supervision. De plus le dossier aménagement de pistes intercommunales a progressé puisque la sélection des cabinets pour la réalisation est études est imminente. En ce qui concerne les résultats et effets, le risque majeur réside dans la contribution financière des communes ayant bénéficié dans le passé de microprojets et ayant soumis de nouvelles demandes: elles auront à prioriser les microprojets à mettre en œuvre selon les ressources disponibles.		
Sustainability	La durabilité des effets des actions du projet est compromise par le fait que: (i) le fonctionnement des COGES n'est pas encore optimal étant donné que les Commissaires aux Comptes n'ont pas été formés, (ii) le manque des capacités des communes pour la mobilisation des ressources internes et externes, (iii) le manque de maîtrise par les receveurs des procédures nationales et du système de fiscalité nationale, (iv) l'absence de ressources aux niveaux des communes pour financer le suivi de l'entretien des ISE ou le suivi de la gestion des AGR (Banques céréalières, Banques d'Intrants, Banques d'Intrants Zootechniques, Reconstitution du cheptel), (iv) l'absence de personnel au niveau des communes pour coordonner les activités de développement, (v) la gouvernance locale limitée et entravée par le manque de capacités des maires et des receveurs dans le domaine de l'élaboration des rapports administratifs et de fin d'exercice et leur reddition. Après la clôture du projet, la commune sera en mesure de répondre aux besoins des communautés, de formuler et de mettre en œuvre des microprojets si elle arrive à mobiliser des ressources propres et si elle utilise les outils et instruments disponibles contribuant une meilleure gouvernance locale.		
Proposed Follow-up			
Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Renforcement des capacités des communes et des communautés	La mission recommande: (i) d'organiser des échanges intercommunaux pour identifier les bonnes pratiques en termes de mobilisation des ressources internes et externes, (ii) d'appuyer les communes pour continuer le plaidoyer pour la mise à leur disposition d'agents de développement et, (iii) de former les receveurs et personnels des mairies à l'utilisation des procédures nationales.	Décembre 2012	
Assurer le développement de partenariats plus efficaces et cohérents	La mission recommande de poursuivre la mise en œuvre avec les institutions nationales des relations de partenariat qui ont été restructurées selon 5 axes mais d'impliquer de manière systématique et quand il y a lieu les niveaux régionaux et départements, en formant des formateurs à recruter dans les Directions Régionales ou Départementales par le niveau national (ENAAM et Ministères Centraux), qui à leur tour formeront les personnels des communes dans le but de démultiplier les formations.	Mars 2013	
Améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des microprojets	La mission recommande de prolonger le contrat du Consultant en GC qui sera chargé de l'élaboration des DAO et de recruter un deuxième consultant en GC pour la supervision des travaux ainsi qu'un expert en passation des marchés (PPM) pour doubler à Maradi le spécialiste de PPM principal basé à la CNC.	Juin-Juillet 2012	
améliorer les capacités de ciblage	En ce qui concerne les microprojets de type AGR, la mission recommande de prioriser les microprojets lors de l'élaboration des PIA, de veiller à avoir une meilleure intégration et complémentarité des microprojets au niveau des villages, notamment, en appuyant les organes (commissions mises en place au sein des conseils municipaux).	Mai 2013	
Améliorer le système de Suivi-Evaluation	La mission recommande de réaliser les formations autour du guide de suivi-évaluation local et de continuer à appuyer les secrétaires municipaux à l'utilisation des outils de collecte des informations.	Septembre 2012	
mettre en œuvre une stratégie de communication	La mission recommande de: (i) multiplier les contrats avec les radios rurales dans le but de généraliser la diffusion des informations à toutes les communes et départements, (ii) compléter le contenu des messages (en délivrant des messages sur panoplie de microprojets possibles et la possibilité de négocier des avenants aux microprojets déjà réalisés).	Septembre 2012	

Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
Exécution du projet				
Composante A				
	Organiser 2 ou 3 mini CDAP sectoriels au niveau des départements	Juin-Juillet 2012	CRC	Tous les CDAP auront lieu d'ici à la fin du mois de juin
	Formation de formateurs, notamment, dans les thèmes généraux de gestion financière, passation de marché, reddition des comptes, comptabilité, mobilisation des ressources	Mars 2013	Ministères (Points focaux), Directions Régionales et Départementales	
	Plaidoyer pour la mise à disposition d'agents de développement au niveau des communes	Jusqu'à la fin du projet	CNC et CRC	Plaidoyer a démarré depuis une année
	Organiser des échanges intercommunaux pour identifier les bonnes pratiques en termes de mobilisation des ressources internes et externes	Décembre 2012	CNC, CRC	
	Former les receveurs et personnels des mairies à l'utilisation des procédures nationales	Juin 2013	CNC et CRC et Ministères concernés	
	Cibler le personnel permanent au sein des mairies susceptible d'exécuter une tâche en relation avec la formation	Immédiat	Appui de la CRC en relation avec les points focaux dans les Ministères en charge de la formation	Les ADL ont été formés en PIA axés sur les résultats mais la formation n'a pas eu lieu au niveau des communes
Composante B				
	Formation des commissaires au compte en gestion financière, comptabilité générale et gestion des conflits	Décembre 2012	CNC et CRC en association avec les Ministères concernés	Commissaires aux comptes désignés mais non formés
	Renforcer les Banques céréalières pendant la période de soudure et la période critique du sarclage	Juin-Juillet 2012	Communes, CRC	
	Redéfinition des règles de gestion de stock des Banques céréalières pour faire bénéficier les catégories les plus vulnérables	Mars 2013	Communes, CRC, ADL	Amélioration de la gestion des Banques Céréalières grâce aux COGES qui sont fonctionnels
	Prolongation du contrat du consultant	Juin 2012	CNC, CRC	Consultant de GC a déjà

	en Génie civil jusqu'à fin Décembre 2012 pour élaborer les DAP des microprojets			un contrat
	Recruter un autre consultant en Génie civil jusqu'à fin décembre 2012 pour superviser et suivre les travaux d'exécution des microprojets d'ISE	Juin 2012	CNC, CRC	
	Renforcer les capacités techniques des agents techniques des mairies/personnels des directions départementales en adéquation avec les besoins du suivi technique des microprojets	Septembre 2012	CNC, CRC et Ministères techniques concernés dont le Ministère de l'Elevage	
	Fournir des modèles de contrats aux communes et les initier à l'établissement de contrats avec les bénéficiaires (maîtrise d'ouvrage déléguée)	Décembre 2012	CNC, CRC	Mesure préconisée dans la dernière mission de supervision à reconduire
	Mettre à la disposition des communes des agents de développement chargés de coordonner la mise en œuvre des microprojets	Décembre 2012	Ministère de l'Agriculture	400 agents en cours de recrutement au Ministère de l'Agriculture
	Continuer à sensibiliser et informer les communes de l'opportunité existante de monter un dossier pour bénéficier d'un microprojet en commun, initier une concertation et des échanges entre communes	D'ici la fin du projet	CRC	Identification des tronçons de pistes et sélection des cabinets pour la réalisation des études imminente
Composante C				
	Appuyer les communes pour le recrutement de prestataires pour dispenser les formations en gestion des infrastructures aux COGES sur la base des modules existants tirés de stratégies nationales	Décembre 2012	CRC, ADL	
	Appuyer les communes pour donner la priorité à la réalisation de microprojets dans les villages où une masse critique de microprojets ont été exécutés/priorisation des microprojets	D'ici mai 2013	CRC	
	Appuyer les communes pour coupler les microprojets d'alphabétisation avec un microprojet d'AGR	D'ici septembre 2012	CRC, ADL	
	Former les personnels des communes à l'utilisation du guide de suivi-évaluation simplifié dont elles disposent	D'ici septembre 2012	CRC	Mesure préconisée à la dernière supervision et partiellement mise en œuvre

	Multiplier les contrats avec les radios rurales dans le but de généraliser la diffusion des informations à toutes les communes et départements	D'ici septembre 2012	CRC	Premiers contrats avec les radios rurales établis
	Compléter le contenu des messages (panoplie de microprojets possibles...)	D'ici septembre 2012	Radios communautaires, CRC	
	Piloter le décaissement selon l'échéancier basé sur les stades d'avancement des microprojets	D'ici septembre 2013	CRC	
	Passer en revue toutes les études ou expériences conduites par le projet et réaliser une étude de capitalisation ou référentiel des approches utilisées	D'ici la fin du projet	CNC, CRC	Mesure préconisée dans la dernière mission de supervision à reconduire
Durabilité				
	Promouvoir les échanges inter communes pour identifier les cas de bonnes pratiques dans la mobilisation des ressources par la commune	Décembre 2012	CNC, CRC	Une formation théorique en mobilisation des ressources a eu lieu mais elle est insuffisante
	Procéder à la formation des commissaires au compte	Décembre 2012	CNC, CRC et Ministères concernés, Directions régionales et départementales	
	Convertir la contrepartie du Gouvernement en budget à allouer au suivi et à verser dans le compte des communes	D'ici à la fin du projet	Gouvernement	Taux de décaissement de la contrepartie gouvernementale de 30%
	Former les personnels des communes et receveurs aux procédures nationales, à la reddition des comptes et à la fiscalité nationale	Juin 2013	CNC, CRC et Ministères concernés,	Messages véhiculés par les radios communautaires sur la mobilisation des ressources et la reddition des comptes
	Continuer le Plaidoyer pour mettre à la disposition de chaque commune un agent pour coordonner le développement	Décembre 2012	Ministère de l'Agriculture ou tout autre Ministère concerné	Des agents sont en cours de recrutement au Ministère de l'Agriculture
Aspects fiduciaires				
	Renforcer la fonction Passation des Marchés par le recrutement d'un ou plusieurs consultants	Immédiat	RAF/Coordonnateur National	

	Spécialistes en Passation des Marchés, selon le volume des dossiers de micros projets à traiter au niveau de la CRC Maradi et de la CNC			
	Effectuer des DPD pour transférer aux communes bénéficiaires les fonds des micros projets en instance	Immédiat	Comptable/RAF	
	Procéder à l'augmentation du compte spécial pour être en mesure d'effectuer localement les paiements de micros projets prévus d'ici mars 2013	Juillet	FIDA	
	Allouer les fonds non alloués à la catégorie « Couts de Fonctionnement »	Juillet	FIDA	
	Organiser une mission spéciale sur la fiscalité à travers les communes pour identifier les contraintes au prélèvement des taxes et impôts	Fin 2012	CNC/CRC (RAF,CP)	Mesure préconisée dans la dernière mission de supervision à reconduire
	Renforcer la capacité de CNC/CRC par un appui technique en élaboration de PTBA	D'ici Décembre 2012	FIDA	Mesure préconisée dans la dernière mission de supervision à reconduire
	Installer le logiciel TOMPAIE pour la gestion de la paie à la CRC de Maradi	D'ici Décembre 2012	CNC, CRC, FIDA	Mesure préconisée dans la dernière mission de supervision à reconduire

Appendice 3: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Source de financement	Approbation (en millions de FCFA)	Décaissements (en millions de FCFA)	Approbation (en milliers de USD taux réel)	Décaissements (en milliers de USD)	Décaissements
Prêt du FIDA	4,128,248,121	1,912,689,362	8,343,020	3,865,467	46.33%
Don du FIDA	4,128,248,121	1,912,689,362	8,343,020	3,865,467	46.33%
Banque Mondiale	14,642,502,674	14,376,960,326	28,059,135	27,550,282	98.19%
FEM	2,437,013,381	2,341,885,325	4,670,000	4,487,708	96.10%
Gouvernement	2,970,000,000	903,500,000	6,600,000	2,007,778	30.42%
Bénéficiaires	1,917,000,000	879,685,500	4,260,000	1,954,857	45.89%
Total	30,223,012,298	22,327,409,875	60,275,176	43,731,558	74%
1.4815	Taux DTS/USD à l'approbation FIDA				
1.5450	Taux DTS/USD réception des fonds FIDA				
494.81	Taux \$/CFA de réception des fonds FIDA				
521.84	Taux \$/CFA de réception des fonds IDA & FEM				
450	Taux historique pour montants reçus localement				

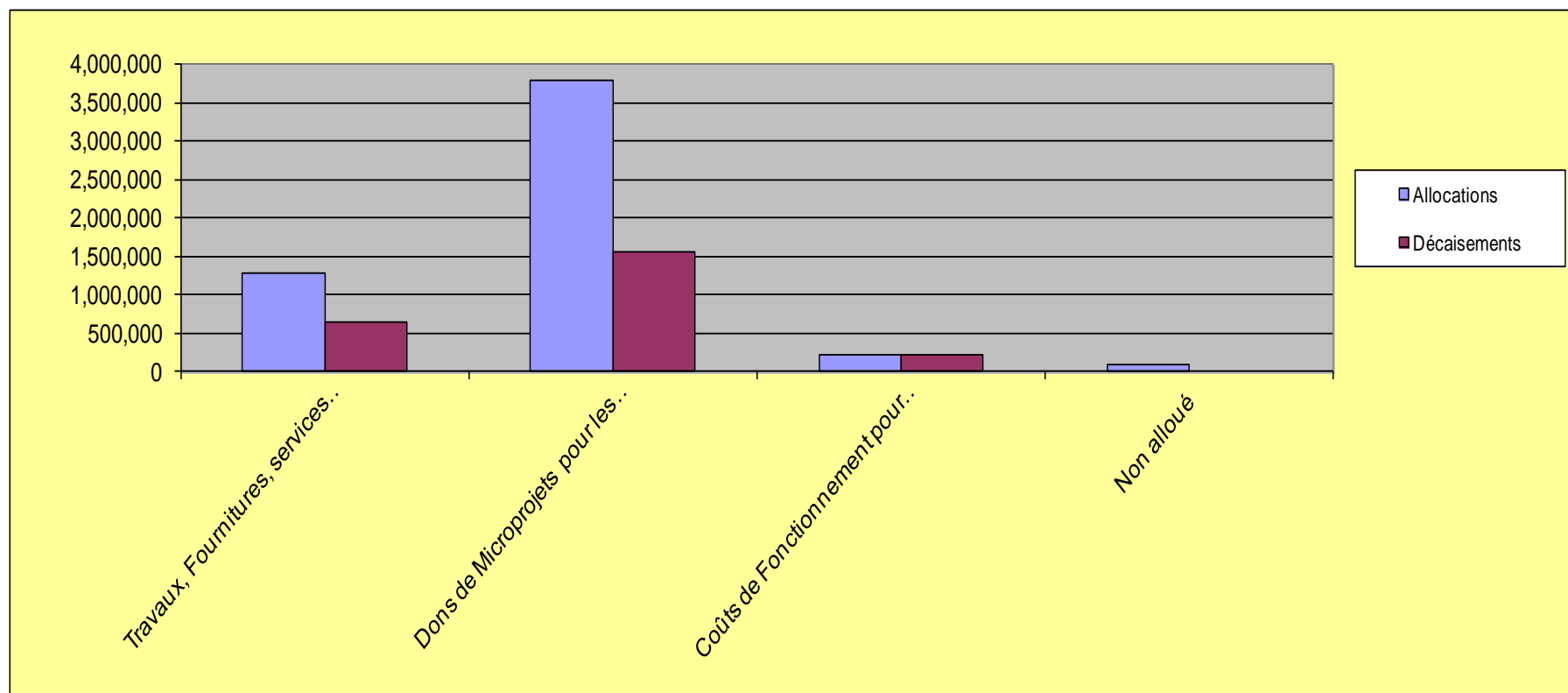
Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers d'USD) au 31 mai 2012

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Cofinanceurs (IDA et FEM)			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%
A. Renforcement des capacités	1,746	923	53%	1,746	923	53%	5,994	5,259	88%							9,486	7,105	75%
B. Fonds d'investissement local	6,150	2,625	43%	6,150	2,625	43%	20,130	19,902	99%	6,600	2,008	30%	4,260	1,955	46%	43,291	29,114	67%
C. Coordination et Gestion PPF	311	317	102%	311	317	102%	6,402	6,677	104%							7,024	7,312	104%
Non alloué	135	-	0%	135	-	0%	204	200	98%							204	200	98%
TOTAL	8,343	3,865	46%	8,343	3,865	46%	32,729	32,038	98%	6,600	2,008	30%	4,260	1,955	46%	60,275	43,732	73%

Tableau 3C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 31 mai 2012)

Catégories	Description	Allocations	Décaissements	%tage	DRF 19 envoyée le 6 juin et DRF 20 en cours de finalisation		Total Décaissé + En attente	Solde	%tage
		en DTS	Cumulatifs en DTS	Décais.	CFA	DTS	En DTS	en DTS	Décais.
	Avance de démarrage	0	520,095.24				520,095.24	- 520,095.24	
1	Travaux, Fournitures, services de consultants y compris audits, et Formation pour les sous composantes A1) b), à	1,290,000	510,252.51	39.55%	97,794,722	124,890.76	635,143.27	654,856.73	49.24%
2	Dons de Microprojets pour les sous - composantes B i) et B ii) du projet	3,780,000	1,284,994.34	33.99%	221,696,198	283,121.68	1,568,116.02	2,211,883.98	41.48%
3	Coûts de Fonctionnement pour les sous - composantes	230,000	186,572.10	81.12%	24,261,385	30,983.50	217,555.60	12,444.40	94.59%
4	Non alloué	100,000	-			-	-	100,000.00	0.00%
TOTAUX		5,400,000	2,501,914.19	46.33%	343,752,305	438,995.93	2,940,910.12	2,459,089.88	54.46%

Figure 1: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 2.03	L'Emprunteur ouvre et tient, pour le financement du Projet, un compte spécial du prêt et du don en FCFA auprès d'un établissement financier à Niamey	2009	Fait: 1 ^{er} virement reçu le 28 mai 2010	Disposition respectée
Section 3.02	Le projet PTBA sera soumis pour approbation au CP pour non objection du Fonds. La CNC intégrera les commentaires éventuels du Fonds dans la version finale du PTBA	annuellement	PTBA approuvé le 24 Janvier 2012	Disposition respectée
Section 3.06	Les marchés de biens, de travaux de génie civil et de services nécessaires au Projet et financés à l'aide des fonds provenant du prêt, sont passés conformément aux dispositions de l'Annexe 4	en continu	en continu	Disposition respectée
Section 4.02	L'Agent principal du Projet soumet semestriellement au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Projet	tous les 6 mois	en continu	Disposition respectée
Section 4.03	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Mai-juin 2011	Mai 2011	Disposition respectée
Section 5.02	L'Emprunteur fera vérifier ses états financiers conformément aux dispositions prévues à la Section II, paragraphe B.3 de l'Annexe 3 de l'Accord de financement de l'IDA	30 Juin 2012	Rapport d'audit des comptes 2011 envoyé au FIDA le 6 juin 2012	Disposition respectée

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Pays	NIGER	Date de mise à jour du rapport		31/05/2012		Lors de la préévaluation, l'objectif n'a pas été défini car le projet est à la demande					
Projet	IRDAR/RCI PAC2	Année du projet		3							
Composante/						Période: Janvier à Mai 2012			Total effectif cumulé	Objectif lors de la préévaluation	
Sous-composante ou produit		Indicateur		Unité		PTBA	effectifs	%			
Composante A RENFORCEMENT DE CAPACITES DES COMMUNES ET DES COMMUNAUTES											
Sous-composante A1: renforcement de capacités des communes et des communautés											
A11225	Appui conseil aux communes pour développer des supports de communication de proximité	Nbre de missions d'appui conseils de la CRC aux communes		Missions d'appui conseils de la CRC aux communes		1 800 000	195 000	10.83			
A11303	Organiser des ateliers des Comités Départementaux d'Analyse des Projets	Nbre de sessions de CDAP		Session de CDAP		2 000 000	560 000	28.00			
A11301	Contractualisation pour élaborer DMP, DAO, etc	Nbre de contrats d'élaboration d'outils		Contrats d'élaboration d'outils		2 000 000	6 069 012	303.45			
A11217	Organiser des ateliers communaux et inter communaux de renforcement des acteurs par les experts locaux	Nbre d'ateliers communaux et intercommunaux organisés		Ateliers communaux et intercommunaux organisés		2 000 000	-	-			
A11109	Apporter l'appui - conseil aux communes en vue de concevoir et mettre en place leur système de suivi-évaluation	Nbre de communes appuyées à mettre en place le dispositif de suivi évaluation local		Communes appuyées à mettre en place le dispositif de suivi évaluation local		3 600 000	1 908 000	53.00			
A11306	Organiser les enquêtes pour le ciblage des bénéficiaires des MP AGR dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	Nbre de MP AGR pour lesquels une enquête est conduite pour le ciblage des bénéficiaires		MP AGR pour lesquels une enquête est conduite pour le ciblage des bénéficiaires		3 000 000	-	-			
A22604	Organiser les cadres de concertation régionaux sous l'égide des Comités Régionaux de la SDR					1 000 000	-	-			
A11226	Appui conseil des CRC aux communes en maîtrise d'ouvrage communale (élaboration PDC, passation de marché, mise en œuvre DMP, suivi GOGES, etc)	Nbre de missions d'appui conseil des CRC aux communes		Missions d'appui conseil des CRC aux communes		5 000 000	6 638 000	132.76			
A11233	Voyages d'échanges inter-COGES inter communes	Nbre de voyages d'échanges inter COGES		Voyages d'échanges inter COGES		4 000 000	-	-			
A22943	Organiser l'atelier annuel de bilan programmation régional	Nbre d'atelier bilan prog annuel		Atelier bilan prog annuel		5 000 000	-	-			
A22951	Aménagement intérieur du siège de la CRC	Nbre de siège aménagé		Siège aménagé		24 000 000	340 000	1.42			
A22955	Doter la région de Maradi en centre de service opérationnel (siège) des projets FIDA	Nbre de siège des projets FIDA		Siège des projets FIDA construit		30 000 000	20 568 149	68.56			
	Organiser les missions de supervision interne des CRC	Nbre de mission de supervision interne CRC		mission de supervision interne CRC		12 000 000	6 976 539	58.14			
A22948	Organiser des missions de supervision sur le terrain par les comités régionaux de la SDR	Nbre de mission de supervision SDR		mission de supervision SDR		1 500 000	-	-			
A22928	Doter les agents d'encadrement des sites de plantations bio carbone en frais de carburant et suivi	Nbre d'agents d'encadrement dotés de frais		agents d'encadrement dotés de frais		1 200 000	400 000	33.33			
A22815	Prise en charge ADL	Nbre d'ADL pris en charge		ADL pris en charge		30 720 000	21 675 088	70.56			

Sous-composante A2 renforcement du cadre institutionnel et légal du développement local									
Axe 1 : Promouvoir la gouvernance locale avec comme leader la DG/AT/CL,									
A11234	Former les maires sur la mobilisation des ressources internes et la fiscalité	Nbre d'atelier tenu	atelier tenu	20 758 500	24 937 810	120.13			
A22913	Former les formateurs sur la nouvelle nomenclature budgétaire des communes	Nbre d'atelier tenu	atelier tenu	10 000 000	-	-			
A11214	Conduire une étude sur l'intercommunalité et son cadre juridique	Nbre d'études conduites	étude conduite	15 000 000	-	-			
A12201	Mettre en place et Former des COFOCOM Code Rural	Nbre de COFOCOM mises en place et formées	COFOCOM mises en place et formées	15 000 000	-	-			
A22507	Conduire une étude sur la capacité des services déconcentrés de l'Etat à accompagner les collectivités territoriales	Nbre d'études conduites	étude conduite	10 000 000	-	-			
A21113	Valider l'Etude sur la capacité des services déconcentrés de l'Etat à accompagner les collectivités territoriales	Nbre d'atelier de validation tenu	atelier de validation tenu	5 000 000	-	-			
A21119	Expérimenter les outils de modernisation des pratiques de gestion avec mission de suivi	Nbre de communes où les outils de modernisation des pratiques de gestion sont expérimentés	communes où les outils de modernisation des pratiques de gestion sont expérimentés	10 000 000		-			
22815, A22818,					48 906 002				
Axe 2 : Promouvoir le développement local avec comme leader DG/AT/DC,									
A11234	Capitalisation des expériences sur la mobilisation et la valorisation participation communautaire	Nbre d'atelier de capitalisation		11 000 000	8 033 370	73.03			
A11129	Formation des formateurs sur le guide de Maitrise d'Ouvrage Communale	Nbre d'atelier de formation sur le guide MOC	atelier de formation sur le guide MOC tenu	5 000 000	-	-			
A11125	Formation des formateurs sur le SE des PDC	Nbre d'atelier de formation sur le guide SE des PDC	atelier de formation sur le guide SE des PDC tenu	27 600 000	-	-			
A12143	Formation des élus locaux et cadres sur les textes législatifs relatifs à la GDT/GRN	Nbre d'atelier de formation sur les textes législatifs relatifs à la GDT/GRN	atelier de formation sur les textes législatifs relatifs à la GDT/GRN tenu	4 000 000	-	-			
Axe 4 : les cadres de concertation									
A11235	Organiser des rencontres de concertation des OPA sur les techniques de représentation/plaidoyers et bonne gouvernance.			4 709 500	199 920	4.25			
A22127	Contribuer à l'organisation des ateliers des comités de pilotage et cadres de concertation des programmes de la SDR			5 175 000	997 500	19.28			
A22608	Délocalisation des ateliers des comités de pilotage et cadres de concertation des programmes de la SDR dans les régions et communes			9 508 100	6 867 078	72.22			
A22608	Former les cadres régionaux sur l'élaboration du Budget Programme par Objectifs (BPO) et le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)			13 307 850	13 289 125	99.86			
Axe 5 : Mettre en œuvre des mesures de contrôle de qualité des actions de développement avec comme leader l'inspection générale des services du Ministère de l'Agriculture.									
A22903	Missions de supervision (2) DEP/MAG	Nbre de mission de supervision DEP/MAG	Mission de supervision DEP/MAG	8 000 000	5 244 000	65.55			
A22905	Missions d'audit technique (2) IGS/MAG	Nbre de mission d'audit technique IGS/MAG	Mission d'audit technique IGS/MAG	16 082 068	13 913 700	86.52			

Composante B FONDS D'INVESTISSEMENT LOCAL FIL									
KORAHANE	MEAP Baouré	Nbre de mini AEP	Mini AEP	65 775 682	76 461 454	116.25			
SAFO	Construction d'un marché à bétail à Kéguil	Nbre de marché à bétail	Marché à bétail	50 000 000	45 268 794	90.54			
GABI	Construction d'un marché à bétail à Gabi	Nbre de marché à bétail	Marché à bétail	50 000 000	44 767 984	89.54			
SEKIN YAMMA	Construction d'un bloc de 3 classes	Nbre de classes	classe	30 000 000	20 588 309	68.63			
BERMO	Construction d'un marché à bétail à Bermo	Nbre de marché à bétail	Marché à bétail	50 000 000	49 748 815	99.50			
TCHAKE	Construction d'une maternité à Tchaké	Nbre de maternité	Maternité	25 000 000	30 263 827	121.06			
TCHAKE	Construction d'une maternité à Dan Baou	Nbre de maternité	Maternité	25 000 000	32 670 135	130.68			
BIRNIN'LALLE	05 Centres alpha Birnin Lallé	Nbre de centres alpha	Centre alpha	5 056 000	4 945 000	97.80			
KHORGOM	Extraction d'huile au profit de 10 Groupements féminins	Nbre de group bénéficiaires	Group bénéficiaires	7 550 000	18 583 400	246.14			
KHORGOM	Récupération des terres	Nbre d'HA récupéré	HA récupéré	31 000 000	33 784 340	108.98			
GUIDAN AMOUMOUNE	Construction et équipement d'une maternité à Guidan Amoumoune	Nbre de maternité	Maternité	30 000 000	34 330 888	114.44			
DAN ISSA	Construction d'un bloc de 3 classes équipées à DOUTCHIN BEGOUA	Nbre de classes	classe	30 000 000	28 159 060	93.86			
DAN ISSA	Construction d'un bloc de 3 classes équipées à BAKOUASSA	Nbre de classes	classe	30 000 000	28 158 060	93.86			
DAN ISSA	Construction d'un bloc de 3 classes équipées à TAJAE	Nbre de classes	classe	30 000 000	27 763 900	92.55			
DAN ISSA	Création de 15 centres alphabétisation	Nbre de centres alpha	Centre alpha	14 000 000	10 351 400	73.94			
Gabi	BIZ à Gabi	Nbre de banques d'intrants z	Banque d'intrants z	6 814 146	6 814 146	100.00			
CU de Dakoro	BIZ à Gougou Bako	Nbre de banques d'intrants z	Banque d'intrants z	7 384 508	6 863 413	92.94			
ROUMBOU	Siège CR Roumbou	Nbre de sièges de Communes	Siège de sièges de Communes	45 000 000	35 097 948	78.00			
GUIDAN SORI	Mise en retenue d'eau de Rafin Wada	Nbre de retenues d'eau	Retenues d'eau	13 963 116	11 469 375	82.14			
AZAGOR	Création de 20 centres alphabétisation	Nbre de centres alpha	Centre alpha	16 089 500	15 789 500	98.14			
KOONA	Extraction d'huile au profit de 04 Groupements féminins	Nbre de group bénéficiaires	Group bénéficiaires	5 000 000	6 927 532	138.55			
	Mesures de sauvegarde environnementale et sociale	Nbre de MP dont les MSES respectées	MP dont les MSES respectées	35 000 000	525 147	1.50			
Guidan'Roum	Appui aux producteurs maraichers de Hannou Gazané et Baourataoua	Nbre de producteurs appuyés	Producteurs appuyés	14 129 675	14 028 900	99.29			
Roumbou 1	Ouverture de 12 centres Alphabétisation dans la commune de Roumbou	Nbre de centres alpha	Centre alpha	10 929 300	10 895 300	99.69			
COMPOSANTE C GESTION FUDICIAIRE ET SUIVI EVALUATION									
C12112	Salaires & frais connexes cadres CRC	Nbre de salaire mensuel des cadres de la CRC	Salaire mensuel des cadres de la CRC	19 558 170	11 350 462	58.03			
C13113	Salaires & frais connexes du personnel service CRC	Nbre de salaire mensuel du personnel de services	Salaire mensuel du personnel de services	3 937 640	2 527 140	64.18			
C13116	Charges frais de fonctionnement courant (eau, électricité, téléphone,	Nbre de frais mensuel de fonctionnement	Frais mensuel de fonctionnement	5 892 830	3 024 997	51.33			
C13119	Autres fonctionnements (Carburant, transport, transactions bancaires, acquisition 02 PC et remise en état ancien Bureau)	Nbre d'autres frais mensuel de fonctionnement	Autres frais mensuel de fonctionnement	29 846 870	3 966 200	13.29			
C13122	CNSS patronale	Nbre de frais trimestriel CNSS	Frais trimestriel CNSS	6 260 760	2 980 376	47.60			
C13124	Pièces détachées & Réparations	Nbre de lot de pièces détachées	Lot de pièces détachées	5 243 650	542 000	10.34			
<p>Suite à la présente mission conjointe de supervision, il a été proposé un plan de décaissement étalé jusqu'en 30 Septembre, 2013 pour tenir compte des différents niveaux du processus de mise en œuvre des MP (élaboration DMP, analyse du CDAP, DAO, exécution, Aussi, d'ici fin décembre 2012, 42 MP seront réalisés pour un cout total de 1 453 279 597 FCFA, comme indiqué ci dessus. Pour le suivi du PTBA 2012, il sera centré sur les prévisions ci dessous pour la compasnte B,</p>									

PREVU AU COURANT DU 2ème SEMESTRE 2012									0	
CU1 Maradi	Const. Equipement Bloc 3 classes CU1 Maradi	Nbre de Classes	Classe	25 000 000						
CU Maradi	Construction d'un mur au jardin d'enfants Zaria I	Nbre de linéaire	ml	24 091 066						
CR Guidan Sori	Construction 2 blocs de 3 classes a Tajiyyuka et Wa' à gona	Nbre de Classes	Classes	60 000 000						
CU 1 MARADI	Construction de 4 Blocs de latrines à l'école jardin d'enfants CU	nbre de Latrines	Latrine	10 000 000						
CU 2 MARADI	Construction d'un mur de clôture et construction de blocs de 3 classes équipées au jardin d'enfant Zaria 2	Nbre de Classes	Classes	52 000 000						
CU 3 MARADI	Construction d'un mur de clôture et 1 Blocs 3 classes équipées au jardin d'enfant Ali Sofo 2	Nbre de Classes	classe	48 000 000						
CU 3 MARADI	Construction de latrines et aire de lavage au jardin d'enfants Ali Sofo 2	nbre de Latrines et aire de	Latrine	6 000 000						
CR Korgom	Const. 1 Blocs de 3 classes équipées avec latrines à kwana korgom	Nbre de Classes construites et équipées	Classe construite et équipée	25 000 000						
CR Hawandawaki	Const. 1 Blocs de 3 classes équipées avec latrines à Gourjia	Nbre de Classes construites et équipées	Classe construite et équipée	25 000 000						
CR Hawandawaki	Const. 1 Blocs de 3 classes équipées avec latrines à Makouba	Nbre de Classes construites et équipées	Classe construite et équipée	25 000 000						
CU Tessaoua	Réhabilitation MAEP à Kaywa	Nbre de MAEP réhabilitée	MAEP	30 000 000						
CR Issawane	Réalisation forage équipé de PMH à Toste	Nbre de Forage équipé de PMH	Forage équipé de PMH	24 190 000						
CR Bermo	MAEP Akadané (Co financement UEMO-Etat-PAC2)	Nbre de Château d'eau de 20 m3 construits	Château d'eau de 20 m3	25 000 000						
	Fonçage puits villageois, à Dan Moussa Peulh, Guidan Souley Bara, Zongon Tchima, Sararaou Gamdji et Rouga Dillo, Rouga Karabagué	puits		6 120 000 000						
CU Madarounfa	Réhabilitation 3 forages de PMH à An Gangaro, Kormazaoua et EL. Dadji	Nbre de Forages réhabilités	Forage	7 500 000						
CU Guidan Roumdji	MAEP à Garin Yahaya	Nbre de MAEP construites	MAEP	50 000 000						
CR Guidan Sori	Mini AEP Sanguirawa CR Guidan Sori	Nbre de MAEP construites	Mini AEP	61 000 000						
CR Guidan Sori	MAEP à Bakassoumbouba	Nbre de MAEP construites	MAEP	50 000 000						
CR Chadakori	MAEP à Saounaoua	Nbre de MAEP construites	MAEP	50 000 000						
CR Hawandawaki	Fonçage de 2 puits villageois WADI ET BARE BARI	Nbre de puits foncés	puits foncé	31 124 060						
CU Tessaoua	Réhabilitation MAEP à Walezan	Nbre MAEP réhabilitée	MAEP	52 079 161						
CR Hawandawaki	Fonçage de 2 puits villageois Tribu Alat Bi Birra et Naroua Boka	Nbre de puits foncés	puits foncé	31 124 060						
CR Kanan Bakaché	Marché à betail à Zongo Oumara	Nbre de marché à bétail réalisé	marché	50 000 000						
CR Kanan Bakaché, Issawane, Guidan Roumdji, Guidan sori, Serkin Yamma	Etude piste rurale	Nbre d'étude de piste rurale réalisée	étude	105 000 000						
CR Roumbou	Marché à betail de Kombaki	Nbre de marché à bétail réalisé	marché	56 000 000						
CR Roumbou	Abattoir à Sakabal et Kan Baki	Nbre d'Abattoir	Abattoir	18 000 000						
CU Tessaoua	Appui à la transformation de sésame à CU/T	Nbre d'Ateliers sur la transformation du sésame	Atelier	5 000 000						
CR Gabi	BIA à Harounaoua	Nbre de BIA	BIA	6 300 000						
6 COMMUNES	BC/PAC2/PAM	Nbre de BC	BC	182 000 000						
CR Guidan Sori	Elevage de reproduction Caprins à Wa'a Gona, Garin' Idi, Garin' Bagouari	Nbre de Caprins	Caprin	15 000 000						
CR Dan Goulbi	Elevage de reproduction ovin CR Dan Goulbi	Nbre d'Ovin	Ovin	15 000 000						
CU Tessaoua	Elevage ovin de reproduction	Nbre de brebis	brebis	15 000 000						
CR Baoudéta	Elevage caprin de reproduction Gao sofoua Bougagé, Dan Baoussaoua, Dan Ali, Doubawa	Nbre de chèvres	chèvre	15 000 000						
CU Tessaoua	Elevage caprin de reproduction au profit des femmes du GF Karhin Hali de Nakaidabo	Nbre de chèvres	chèvre	15 000 000						
CU Tessaoua	Elevage caprin de reproduction au profit des femmes du GF Jimilla mata de Zangon waje (Gourajé)	Nbre de chèvres	chèvre	15 000 000						
CR Koon	Embouche ovine à Koon	Nbre d'ovin	ovin	15 000 000						
Bakaché	Aménagement aire de pâturage à Kanan Bakaché	Nbre d'ha aménagé	ha	11 400 000						
CU Madarounfa	Balisage aire de pâturage N'Wala	Nbre d'ha aménagé	ha	11 221 250						
CR Serkin Yamma	Amenagement aire de pâturage à Tapkin Marké, Garin Gadja et Dian Dari	Nbre d'ha aménagé	ha	11 000 000						
CR Dan Issa	Amenagement aire de pâturage Mai Farou	Nbre d'ha aménagé	ha	20 000 000						
CR Dan Goulbi	MP de Matérialisation couloir Dan Goulbi	Nbre de Km de couloir matérialisé	Km	5 250 000						
Toutes communes	Microprojet correction et prise en compte des mesures des sauvegarde environnementales et sociales	Nbre de Microprojets respectant les MSES	Microprojet	35 000 000						
TOTAL DECAISSEMENT PREVU D'ICI FIN DECEMBRE 2012				1 453 279 597						

Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

Objectif de développement du projet			Valeur mi-parcours (réalisé)	Valeur au 30 avril 2012	Valeur cible fin de phase	
1. Pourcentage de communes supportées par le Projet dans lesquels au moins 50% de la population est satisfaite de la mise en œuvre des PDC à travers les PIA	I	13	72	100	63	Ce taux est de 100% pour la région de Maradi
2. Pourcentage des communes qui augmentent le niveau de couverture d'au moins 2 % des besoins relatifs à l'un des trois secteurs sociaux (éducation, eau potable, santé)	P	25	56	55.5	50	Ce taux est respectivement de 55,55%; 88,8% et 45% pour l'éducation, l'eau potable et la santé dans la région de Maradi
	P	41	40	88.8	50	
	P	20	32	45	50	
3. Pourcentage des bénéficiaires qui ont augmenté leur revenu de 20% (Revenu Moyen par bénéficiaire des interventions du projet en FCFA)	P	0	48	100	60	De l'avis des chefs de ménages ayant répondu, toutes les AGR ont profité à leurs bénéficiaires. Le taux d'augmentation du revenu moyen des ménages est d'au moins 20% pour l'ensemble des AGR
Objectif global environnemental						
4. Pourcentage de communes qui ont restauré ou protégé au moins 200 ha de terre	P	0	15	100	60	Ce taux est de 100% pour la région de Maradi
5. Pourcentage de communes dont les commissions foncières sont fonctionnelles et délivrent les actes de sécurisation foncière	P	36	64	100	100	Ce taux est de 100% pour la région de Maradi grâce à l'appui conjoint des autres partenaires comme (la coopération Danoise, la coopération Suisse, la coopération Allemande, la coopération française, etc.), l'ensemble des commissions de la zone d'intervention du projet IRDAR/RCI/PAC2, délivrent des actes de sécurisation foncière
Composante A						
6. Pourcentage de communes qui ont élaboré leur PDC conformément au guide national de planification Communal.	P	32	92	100	92	Dans la région de Maradi l'ensemble des PDC élaborés ou révisés (100%) sont conformes au Guide national de planification dont la version révisée est adoptée en juillet 2011. Celle-ci renforce les aspects GRN mais intègre en plus les aspects relatifs aux droits humains, au genre et à la gestion axée sur les résultats dans le nouveau guide
7. Pourcentage de communes qui ont élaboré leur PDC conformément au guide méthodologique GRN	P	2	92	100	62	
8. Pourcentage de communes qui organisent annuellement des ateliers d'information sur leurs activités	P	25		100	85	Ce taux est de 100% dans les communes de la région de Maradi
9. Pourcentage de communes qui ajustent leur PDC et PIA sur la base du feed-back des communautés	P	30	36	100	90	Ce taux est de 100% dans la région de Maradi de l'avis des communautés
10. Pourcentage de conventions communes-services techniques exécutées de manière satisfaisante	P	0		100	80	Ces conventions qui reposent sur des TDRs sont exécutées à 100 % de manière satisfaisante dans la région de Maradi
11. Pourcentage de communes qui prennent des mesures de pérennisation des microprojets (comité de gestion, charge récurrente, assistance technique)	P	65	84	100	90	Dans la région de Maradi 100% des COGES sont fonctionnels et appliquent les mécanismes de pérennisation (assurance, charges récurrentes)
12. Pourcentage de communes dont 80 % des microprojets	P	15	55	100	75	D'un point de vue quantitatif, la prise en compte des

prennent en compte les mesures de sauvegarde environnementales et sociales						MSES dans les DMP est totale (100%) dans les communes de la région de Maradi. L'aspect qualitatif est en train d'être amélioré
Composante B						
13. Pourcentage de communes dont au moins 50 % de la population ont connaissance des activités prioritaires, du budget et des modalités de gestion	P	6		100	66	De l'avis des communes, 100% des ménages connaissent au moins une action prioritaire dans leur commune
14. Pourcentage de communes où les audits techniques sont satisfaisants et les audits financiers qualifiés	P	6	65.3	ND	86	A Maradi le récent audit financier a jugé satisfaisante la gestion financière des communes. La mission de l'inspection générale des services du ministère de l'agriculture a jugé satisfaisants la qualité technique des investissements réalisés dans les communes
15. Pourcentage de communes qui ont mobilisé au moins 30 % de fonds sous forme de ressources internes ou externes pour cofinancer les microprojets	P	48	12	80	88	L'ensemble des 10 communes pour lesquelles les données sont parvenues, 8 communes mobilisent plus de 30% de fonds pour cofinancer les DMP
16. Superficie totale de terres protégées et restaurées y compris les sites bio carbonés	P	5 591	11 045	2000 10	15472	100% de communes ayant bénéficié des activités de GDT/GRN ont réalisé au moins 200 ha de terres restaurées ou protégées
17. Superficies des sites bio carbonés	P	3 591	6 966	0	8472	Les activités de la nouvelle campagne ont démarré, mais les plantations (2167 ha prévus en 2012) ne sont pas encore réalisées
18. Pourcentage de communes qui soumettent des rapports d'activités trimestriels à temps	P	20	25	66	80	Les missions de sensibilisation de l'IGS et surtout des cadres du ministère de l'Intérieur ont permis à environ 66% des communes dans la région de produire et de soumettre leur rapport d'activités
Composante C						
19. Diffusion des rapports semestriels d'activités du projet aux Services publics, PTF, et autres partenaires	P	Satisfaisant (S)	S	S	S	Les rapports semestriels du projet sont régulièrement transmis aux services publics, PTF et autres partenaires
20. Nombre de conventions de collaborations signées avec d'autres projets mise en œuvre de manière satisfaisante	P	2	2	5	S	PASADEM, PAM, PUSADER, PAC/RC, PPAAO sont des projets/programmes qui travaillent étroitement avec le PAC2
21. Audits annuels du projet qualifiés produits à temps	P	Satisfaisant (S)	S	S	S	Les audits annuels produits à temps ont été jugés satisfaisants

CONCLUSION: Sur les 21 indicateurs de performance, 19 ont atteint leurs valeurs cibles. L'indicateur relatif aux superficies bio carbone n'a pas encore atteint sa valeur cible (8472) avec une prévision de 2767 ha qui sera réalisée d'ici la fin 2012. La donnée chiffrée relative à l'indicateur se rapportant aux audits techniques et financiers des communes n'est pas disponible.

¹⁰ Il s'agit des 2 000 ha d'aires de pâturages balisées, 209 ha de terres dégradées sont en cours de récupération.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Il y a eu renforcement des capacités à différents niveaux qui résulte en un apprentissage durable à utiliser dans le cadre de la mise en œuvre d'autres projets ou lors de l'exécution des tâches au sein des institutions nationales: (i) l'équipe du projet a renforcé considérablement ses capacités en gestion financière et administrative (comptabilité, gestion fiduciaire...), (ii) les communes ont pu adopter des outils et mettre en place des mécanismes de gestion, de planification, et de suivi-évaluation. Grâce au passage de la maîtrise d'ouvrage aux communes, il y a eu une appropriation des réalisations du projet et responsabilisation progressive dans la promotion du développement et de la gouvernance locale, (iii) il y a eu une définition des rôles des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet dans le but de promouvoir une meilleure gouvernance en restituant, notamment, aux Services Techniques Gouvernementaux leurs droits régaliens par le biais des CDAP. Cela pourrait évoluer dans le futur vers une institutionnalisation des rôles et responsabilités des différents organes créés et, (iv) bien que la maîtrise d'ouvrage déléguée ne soit pas complètement formalisée, les communautés se sont renforcées et prennent conscience du rôle actif qu'elles ont à jour pour conduire leur propre développement et dans leur relation avec les communes.

Innovation

La maîtrise d'ouvrage de la mise en œuvre des microprojets par les communes est l'innovation principale introduite par le projet PAC2.

ANNEXE 1: ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT DES COMPTES 2010

I	SYSTEME ET PROCEDURES COMPTABLES	RESPONSABILITES DE MISE EN OEUVRE	ETAT DE MISE EN ŒUVRE
1)	S'assurer que les fiches d'imputation ont été visées avant l'enregistrement des pièces comptables. Au cas où le responsable concerné est en déplacement, présenter les pièces comptables à son intérimaire	Comptable/Assistants comptables/Aides comptables	appliquée
2)	Clôturer les comptes au niveau des CRC après l'exportation de la base du logiciel TOMPRO, les corrections éventuelles qui peuvent intervenir se feront à la CNC qui se chargera d'envoyer aux CRC la base de données corrigée	Informaticien/comptables/comptable principal	appliquée
	L'autorisation d'accès aux différents modules du logiciel TOMPRO sera accordée aux agents de la comptabilité par le RAF sur proposition du Comptable principal	RAF/comptable principal/informaticien	appliquée
	Organiser un atelier d'internalisation du manuel de procédures administratives comptables et financières du PAC II révisé afin d'assurer sa large diffusion auprès de tous les acteurs chargés de sa mise en œuvre	Coordonnateur/comptable principal/RAF	appliquée
II	PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES		
3)	Concernant les travaux de réhabilitation de vieux bâtiments, procéder toujours à une expertise pouvant conduire à une conclusion technique sur la réussite des travaux à commanditer	Coordonnateur National/Coordonnateurs Régionaux/Specialiste en passation de marché/RAF	Sans effet
4)	Prendre toujours des dispositions à temps pour les actions à mener au cours de la période, afin d'éviter autant que faire se peut, les procédures d'urgence	Coordonnateur National/Specialiste en passation des marchés	appliquée

III	PROCEDURES DE GESTION DU PARC AUTO ET DU CARBURANT		
5)	Renseigner toutes les rubriques prévues le tableau de suivi de carburant	assistant comptable/comptable principal	appliquée
6)	Procéder mensuellement à l'inventaire physique de carburant lors de l'arrêté mensuel du tableau de suivi de carburant	RAF/Comptable principal	appliquée
7)	Tenir à jour l'enregistrement de mouvement de bons valeurs de carburant	comptable principal/coordonnateurs régionaux/assistants comptables régionaux	appliquée
IV	PROCEDURES DE GESTION DES IMMOBILISATIONS		
8)	Créer une fiche d'identification pour chaque immobilisation qui entre dans le patrimoine du PACII. Cette fiche est générée par le logiciel lors de l'enregistrement de l'opération d'acquisition du bien	Coordonnateur National/RAF	appliquée
9)	Porter toujours la date d'acquisition sur la fiche d'inventaire	Comptable/Assistant Comptable/Aide comptable RAF	appliquée
10)	Valoriser les immobilisations sur la liste d'inventaire	Logisticienne	partiellement, à compléter en juillet 2012
11)	Rédiger un procès-verbal d'inventaire des immobilisations signé par les membres de l'équipe d'inventaire dont la composition sera déterminée par le RAF	Coordonnateur/RAF	appliquée

ANNEXE 2: RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPECIAL

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPÉCIAL				
Titre du Projet :	Initiative de Réhabilitation et de Développement Agricole et Rural - Renforcement des Capacités Institutionnelles IRDAR - RCI			FORMULAIRE 104 DRF N° 020/2012 au 31/05/2012
Prêt FIDA No.: 762 - NE 50%				FIDA
Don FIDA No.: DSF - 8024 - NE 50%				
NUMÉRO DU COMPTE SPÉCIAL : H0136 01001 060061720007/31 AUPRÈS DE LA BANQUE : Atlantique-Niger				
1. MONTANT AVANCÉ PAR LE FIDA		FCFA	800,000,000	
2. MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVERT PAR LE FIDA		- FCFA	-	
3. ÉGAL AU COURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCÉE AU COMPTE SPÉCIAL (1-3)		= FCFA	800,000,000	
4. SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL À LA DATE (31/05/2012) RELEVÉ BANCAIRE JOINT (attestation de solde)		FCFA	293,168,172	
5. PLUS: SOLDE DU COMPTE DES OPÉRATIONS au 31/05/2012 (sous - compte spécial Maradi)		+ FCFA	530,270	
PLUS: MONTANT EN ESPÈCES DANS LA CAISSE (CMD) au 31/05/2012 CRC/Maradi		+ FCFA	200,000	
PLUS: MONTANT EN ESPÈCES DANS LA CAISSE (CMD) au 31/05/2012 CCN/Niamey		+ FCFA	84,100	
Sous total de 5:			814,370	
TOTAL SOLDES DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPÉRATIONS ET ARGENT EN MAIN (4+5)		= FCFA	293,982,542	
6. PLUS: MONTANT DES DÉPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIÉES DANS LA DEMANDE DRF JOINTE NUMÉRO 20/2012		+ FCFA	258,172,708	
7. PLUS: MONTANT PAYÉ DU COMPTE SPÉCIAL, COMPTE D'OPÉRATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDÉ				
RAISON: Montant admissible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée		+ FCFA	35,891,648	
8. PLUS: MONTANTS DÉJÀ DEMANDÉS MAIS PAS ENCORE CRÉDITES À LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDÉS APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE				
	DRF N°	Date	FCFA	MONTANT
	19	30-Apr-12	Cfa.	214,660,351.00
TOTAL DES DEMANDES PRÉCÉDENTES PAS ENCORE CRÉDITÉES:		+ FCFA	214,660,351	
9. MOINS: INTÉRÊTS GAGNÉS CRÉDITÉS AU COMPTE		- FCFA	-	
10. ÉGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (N° 4 À N° 9)		= FCFA	802,707,249	
EXPLICATION DE TOUT ÉCART ENTRE LES TOTAUX INDIQUÉS AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS :				
11. (remboursement du virement de 2 934 000 F effectué en juin 2012) :		+ FCFA	(2,707,249)	
A. Ecritures non encore passées par la banque (Cf. Etat rapprochement annexé du COMPTE SPECIAL CNC au 31/05/2012)				
Débit = (589050+174717+4772501+104982) chèques en instance			5,641,250	
Crédit = (2 934 000) remboursé en juin 2012			(2,934,000)	
B. Ecritures non encore passées par la banque (Cf. Etat rapprochement annexé du Sous - Compte Spécial CRC/Mdi au 31/05/2012)				
			-	
			-	
12. DATE :	11/06/2012		SIGNATURE :	11/06/2012
Nom :	ABDOULKARIM BENOIT		Nom :	ASSADECK MOHAMED
Titre :	RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER IRDAR-RCI/PAC2		Titre :	COORDONNATEUR NATIONAL IRDAR-RCI/PAC2

ANNEXE 3: TABLEAU DE SUIVI DES DRF

TABLEAU DE SUIVI DES DRF AU 31 MAI 2012

N° DRF	Montant	Dénomination du projet	Observations	Date d'envoi	Date d'encaissement
DRF 1 (dépôt initial Prêt et don)	400,000,000	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	28/04/2010	25/05/2010
DRF 2	80,697,409	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	07/07/2010	09/09/2010
DRF 3	99,029,732	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	06/08/2010	08/11/2010
DRF 4	144,232,273	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	13/09/2010	16/11/2010
DRF 5	117,020,137	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	11/10/2010	06/12/2010
DRF 6	152,559,818	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	30/11/2010	21/01/2011
DRF 7 (Réhaussement Prêt et Don)	400,000,000	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	12/12/2010	25/01/2011
DRF 8	92,230,116	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	31/12/2010	31/03/2011
DRF 9	124,508,987	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	12/12/2010	24/05/2011
DRF 10	127,848,370	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	31/12/2010	19/07/2011
DRF 11	178,726,267	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	15/07/2011	26/10/2011
DRF 12	145,875,560	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	07/09/2011	02/12/2011
DRF 13	224,284,786	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	12/10/2011	12/12/2011
DRF 14	268,427,235	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	15/11/2011	16/12/2011
DRF 15	92,095,419	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	05/12/2011	26/01/2012
DRF 16	651,207,829	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	13/01/2012	13/02/2012
DRF 17	204,720,190	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	24/03/2012	18/05/2012
DRF 18	321,914,596	IRDAR-RCI/PAC2	Encaissée	24/03/2012	18/05/2012
DRF 19	214,660,351	IRDAR-RCI/PAC3	En traitement au FIDA	06/06/2012	
TOTAL DRF	4,040,039,075				

ANNEXE 4: REGISTRE DES CONTRATS

LE MINISTRE DU NIGER MINISTRE DE MARADI DIVISION COMMUNAUTAIRES RCI/FIDA/PAC II BP 91 TEL 20 411 355												
REGISTRE DES CONTRATS											Prêt FIDA	N° 762 - NE
du 01/01/2011 au 31/12/2011_											Don FIDA	SDF - 8024 - N
											Page N° : 1	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
Contrat N° de serie	% du financement 50% Prêt 50% Don	Type de marché	Date du contrat	Nom et Adresse de l'entreprise/du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat période de livraison	Montant du contrat (dans la monnaie du contrat)	N° de la catégorie (Annexe 2 de l'Accord de prêt/don du Fonds)	Remarques/ Date d'agrément du Fonds		
1	100%	Service de consultant	12/01/2011	IBRAHIM ELH MOUSSA Tél 96 96 38 08	Elaboration de 22 DMP pour 13 communes	Niger	01 mois	2,200,000	Cat 1	PTBA 2011		
2	100%	Service de consultant	04/03/2011	Coopérative EVARENCel 96 40 21 26	Elaboration d'1 DMP Commune de DAN ISSA	Niger	07 jours	100,000	Cat 1	PTBA 2011		
3	100%	Service de consultant	25/03/2011	MAMAN Kiarimi, Cel 96 59 45 68	Elaboration d'1 DMP Commune U1 Maradi	Niger	07 jours	100,000	Cat 1	PTBA 2011		
4	100%	Service de consultant	15/06/2011	ONG CDR BP 216 TEL : 96 49 83 98	Elaboration de 04 DAO	Niger	15 jours	400,000	Cat 1	PTBA 2011		
5	100%	Service de consultant	01/08/2011	Cabinet ISEAU BP : 292 Tél 20 410 108 Maradi	Elaboration de 05 DMP	Niger	30 jours	1,475,437	Cat 1	PTBA 2011		
6	100%	Service de consultant	01/08/2011	Cabinet TIGC BP : 248 Maradi	Elaboration de 20 DMP	Niger	45 jours	2,000,000	Cat 1	PTBA 2011		
7	100%	Service de consultant	04/08/2011	ONG CDR BP 216 TEL : 96 49 83 98	Elaboration de 04 DAO	Niger	15 jours	952,566	Cat 1	PTBA 2011		
8	100%	Service de consultant	10/08/2011	GSC ALHERI, BP 277 Tél 96 97 15 40 Maradi	Elaboration de 07 DMP	Niger	01 mois	1,564,320	Cat 1	PTBA 2011		
9	100%	Service de consultant	15/08/2011	Cabinet ANIE BP : 36 Tahoua	Elaboration de 15 DMP	Niger	30 jours	3,197,590	Cat 1	PTBA 2011		
10	100%	Service de consultant	15/08/2011	Cabinet ISEAU BP : 292 Tél 20 410 108 Maradi	Elaboration de 04 DMP & 04 DAO	Niger	15 jours	1,766,198				
11	100%	Service de consultant	05/09/2011	SEYBOU HAMIDOU BP 277 cel 96 97 05 04	Elaboration de 08 DMP	Niger	30 jours	1,706,525	Cat 1	PTBA 2011		
12	100%	Service de consultant	06/09/2011	Mr DJIBO MAIDAWA Cel 90 22 11 28	Confirmation de 05 tronçons de pistes identifiées	Niger	25 jours	2,948,225	Cat 1	PTBA 2011		
13	100%	Service de consultant	15/09/2011	Cabinet ERUFOR BP : 235 Maradi	Elaboration de 07 DMP	Niger	30 jours	1,331,480	Cat 1	PTBA 2011		
14	100%	Service de consultant	06/10/2011	El-Mouthé AMADOU, Cel 96 97 70 43	Appui à la CRC en Elaboration, suivi des Dossiers de Génie Civil, Infrastructures	Niger	03 mois	3,427,200	Cat 1	PTBA 2011		
TOTAL GENERAL								23,169,541				
REGISTRE DES CONTRATS											Prêt FIDA	N° 762 - NE
du 01/01/2012 au 31/05/2012											Don FIDA	SDF - 8024 - N
											Page N° : 2	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
Contrat N° de serie	% du financement 50% Prêt 50% Don	Type de marché	Date du contrat	Nom et Adresse de l'entreprise/du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat période de livraison	Montant du contrat (dans la monnaie du contrat)	N° de la catégorie (Annexe 2 de l'Accord de prêt/don du Fonds)	Remarques/ Date d'agrément du Fonds		
Report total folio N° 2								23,169,541				
15	100%	Service de consultant	08/01/2012	SEYBOU HAMIDOU BP 277 cel 96 97 05 04	Elaboration de 08 DMP & 08 DAO	Niger	30 jours	2,142,017	Cat 1	PTBA 2011		
16	100%	Service de consultant	06/10/2011	El-Mouthé AMADOU, Cel 96 97 70 43	Appui à la CRC en Elaboration, suivi des Dossiers de Génie Civil, Infrastructures	Niger	03 mois	3,427,200	Cat 1	PTBA 2011		
TOTAL folio N° 2								5,569,217				
TOTAL GENERAL								28,738,758				
Soumis par : _____ (Coordonnateur du programme)												

**ANNEXE 5: Aide-mémoire de la 6ème mission de supervision, Rapport de la
Banque Mondiale**